

STATISTIQUES 2012-2013

14^e LÉGISLATURE

Statistiques concernant la session 2012-2013

(1^{er} octobre 2012 – 30 septembre 2013)

LISTE DES SIGLES, DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGNES

GROUPES POLITIQUES

SRC	Groupe socialiste, républicain et citoyen.
UMP	Groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
R-UMP	Groupe du Rassemblement-Union pour un Mouvement populaire.
UDI	Groupe de l'Union des démocrates et indépendants.
ÉCOLO	Groupe écologiste.
RRDP	Groupe radical, républicain démocrate et progressiste.
GDR	Groupe de la Gauche démocrate et républicaine.
NI	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App.	Apparentés à un groupe.

COMMISSIONS PERMANENTES

AFET.	Commission des affaires étrangères.
CULT.	Commission des affaires culturelles et de l'éducation.
DEF.	Commission de la défense nationale et des forces armées.
DEVE.	Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.
ECO.	Commission des affaires économiques.
FIN.	Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
SOC.	Commission des affaires sociales.

DIVERS

adt(s).	Amendement(s).
al.	Alinéa.
Art.	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CEC	Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.
Cion	Commission.
CMP	Commission mixte paritaire.
Cor.	Corrigé.
DC	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
Gvt	Gouvernement.
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
L.O.	Loi organique.
PAC	Projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne soumis au Parlement (art. 88-4 de la Constitution).
Pj. AN	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
R.	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.
SE	Secrétariat d'État.

SIGNES

-	Néant.
///	Impossibilité juridique ou pratique.

SOMMAIRE

1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	6
1.1. Effectifs des groupes.....	7
1.2. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale.....	8
1.2.1. <i>Remplacement de députés</i>	8
1.2.2. <i>Ministres reprenant leur mandat de députés</i>	8
1.2.3. <i>Élections partielles</i>	8
1.2.4. <i>Sièges vacants au 30 septembre 2013</i>	8
1.3. Âge et profession des députés.....	8
1.3.1. <i>Autres mandats détenus</i>	8
1.3.2. <i>Répartition par tranches d'âge et par groupe</i>	9
1.3.3. <i>Moyenne d'âge par groupe</i>	9
1.3.4. <i>Répartition des députés par catégories socio-professionnelles</i>	10
1.4. Contestations d'opérations électorales.....	11
1.5. Missions temporaires confiées par le Gouvernement	12
1.6. Immunités parlementaires	12
1.6.1. <i>Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté</i>	12
1.6.2. <i>Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite</i>	12
1.6.3. <i>Activité de la commission chargée de l'application de l'article 26 C</i>	12
1.7. Incompatibilités parlementaires	12
2. BILAN D'ACTIVITÉ.....	13
2.1. Congrès du Parlement.....	14
2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale	14
2.2.1. <i>Sessions et séances publiques</i>	14
2.2.2. <i>Impressions parlementaires</i>	14
2.3. Commissions permanentes et spéciales	15
2.3.1. <i>Travaux des commissions du 1^{er} octobre 2012 au 30 septembre 2013</i>	15
2.3.2. <i>Répartition par groupe des rapporteurs</i>	16
2.3.2.1. - <i>Textes non budgétaires</i>	16
2.3.2.2. - <i>Textes budgétaires</i>	16
2.3.2.3. - <i>Rapports d'information</i>	16
2.3.2.4. - <i>Rapports d'application</i>	16
2.3.3. <i>Avis donnés par les commissions sur des nominations</i>	16
2.4. Commission des affaires européennes	17
2.4.1. <i>Travaux de la commission des affaires européennes</i>	17
2.4.2. <i>Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution</i>	17
2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques	17
2.6. Délégations et offices parlementaires	17
2.6.1. <i>Délégations de l'Assemblée nationale</i>	17
2.6.2. <i>Offices parlementaires</i>	17
2.7. Commissions d'enquête	17
3. EXAMEN DES TEXTES	18
3.1. Projets et propositions de loi.....	19
3.1.1. <i>Projets de loi</i>	19
3.1.2. <i>Propositions de loi</i>	20
3.1.3. <i>Récapitulation</i>	21
3.1.4. <i>Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive</i>	21
3.2. Propositions de résolution.....	22

4. ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE	23
4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour	24
4.1.1. <i>Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C. (sessions extraordinaires)</i>	24
4.1.2. <i>Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3 C.</i>	24
4.1.3. <i>Semaines de l'Assemblée nationale (ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 3 C).....</i>	25
4.1.4. <i>Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al. 4 C.</i>	25
4.1.5. <i>Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'art. 48, al. 5 C.</i>	26
4.2. Procédures accélérées	27
4.3. Procédures d'examen simplifié (Art. 103 R.).....	27
4.4. Temps législatif programmé (Art. 49-5 R.)	27
4.5. Motions de procédure (Art. 91 R., 122 R. et 128 R.).....	27
4.6. Secondes délibérations.....	27
4.7. Commissions mixtes paritaires	28
4.8. Amendements	29
4.8.1. <i>Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique</i>	29
4.8.2. <i>Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitivement adoptés.....</i>	29
4.8.3. <i>Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session (hors conventions)</i>	30
4.9. Votes bloqués.....	31
4.10. Procédures de vote	31
4.11. Incidents de séance	32
4.11.1. <i>Rappels au Règlement</i>	32
4.11.2. <i>Faits personnels.....</i>	32
4.11.3. <i>Rappels à l'ordre</i>	32
4.11.4. <i>Peines disciplinaires.....</i>	32
4.12. Décisions du Conseil constitutionnel	32
5. DÉCLARATIONS ET DÉBATS	33
5.1. Tenus à la demande du Gouvernement	34
5.2. Organisés par la Conférence Présidents	34
5.3. Tenus à la demande des commissions permanentes	34
5.4. Tenus à la demande d'un groupe politique	34
6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE	35
6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement	36
6.2. Motions de censure	36
7. QUESTIONS	37
7.1. Questions orales	38
7.1.1. <i>Répartition par groupes des questions au Gouvernement.....</i>	38
7.1.2. <i>Répartition par groupes des questions orales sans débat</i>	38
7.2. Questions écrites	38
7.2.1. <i>Répartition par groupes des questions écrites et des réponses publiées du 1^{er} octobre 2012 au 30 septembre 2013</i>	38
7.2.2. <i>Répartition par groupes des questions écrites « signalées ».....</i>	38

ANNEXES	39
ANNEXE I	
Modifications à la composition de l'Assemblée nationale	40
ANNEXE II	
Missions temporaires confiées par le Gouvernement	41
ANNEXE III	
Commissions élargies	42
ANNEXE IV	
Mission d'évaluation et de contrôle (MEC).....	43
Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)	43
Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes.....	43
Missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4 du Règlement.....	44
ANNEXE V	
Demandes de consultation des commissions sur des nominations	45
ANNEXE VI	
Liste des propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 C de la Constitution.....	46
ANNEXE VII	
Liste des commissions d'enquête	48
Travaux des commissions d'enquête	48
ANNEXE VIII	
Propositions de loi AN rejetées	49
Propositions de loi Sénat rejetées	50
ANNEXE IX	
Liste chronologique des lois promulguées.....	51
ANNEXE X	
Ordre du jour	57
Textes examinés en application de l'article 29 C. (sessions extraordinaires).....	57
Textes examinés en application de l'article 48 C.	58
ANNEXE XI	
Calendrier de l'ordre du jour partagé.....	63
ANNEXE XII	
Liste des textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé	64
ANNEXE XIII	
Commissions mixtes paritaires	65
ANNEXE XIV	
Liste chronologique des scrutins.....	68
ANNEXE XV	
Décisions du Conseil Constitutionnel	71
ANNEXE XVI	
Déclarations et débats	74
ANNEXE XVII	
Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites	76

1

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Effectifs des groupes

Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2012			Au 30 septembre 2013		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
SRC	279	18	297	276	16	292
UMP	184	11	195	191	8	199
UDI	30	0	30	30	0	30
Écolo	17	0	17	17	0	17
GDR	15	0	15	15	0	15
RRDP	16	0	16	16	0	16
Total des groupes	541	29	570	545	24	569
Députés non-inscrits	///	///	7	///	///	8
Total des sièges pourvus			577⁽¹⁾			577⁽²⁾
Sièges vacants	///	///	0	///	///	0
Total des sièges			577			577

⁽¹⁾ Dont 153 femmes : 109 SRC, 27 UMP, 1 UDI, 8 Ecolo, 3 RRDP, 3 GDR, 2 non inscrits

⁽²⁾ Dont 151 femmes : 106 SRC, 27 UMP, 1 UDI, 8 Ecolo, 3 RRDP, 3 GDR, 3 non inscrits

1.2. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale⁽¹⁾

1.2.1. Remplacement de députés

Après :

- décès -
- nomination à des fonctions ministérielles 1
- nomination au Conseil constitutionnel -
- prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire -

1.2.2. Ministres reprenant leur mandat de députés :

1

1.2.3. Élections partielles :

(Art. L.O. 178 du code électoral)

8

Après :

- annulation d'opérations électorales..... 7
- cas de vacances autres que ceux mentionnés à l'article L.O. 176
du code électoral.....
 - *dont démission volontaire*..... 1

1.2.4. Sièges vacants au 30 septembre 2013 :

-

1.3. Âge et profession des députés

1.3.1. Autres mandats détenus

Mandats ou fonctions	SRC	UMP	UDI	Ecolo	RRDP	GDR	NI	Total
Maires	86	97	13	1	8	8	4	217
Conseillers régionaux	32	20	2	-	2	1	1	58
<i>dont</i> Présidents de conseil régional	3	-	-	-	1	-	-	4
Conseillers généraux	49	38	6	2	3	2	3	103
<i>dont</i> Présidents de conseil général	4	4	2	-	-	-	-	10
Conseillers de Paris	5	5	-	-	-	-	-	10

⁽¹⁾ Voir annexe I.

1.3.2. Répartition par tranches d'âge et par groupe

Désignation	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
De 20 à 24 ans.....	-	-	-	-	-	-	1	1
De 25 à 29 ans.....	-	-	-	-	-	-	-	-
De 30 à 34 ans.....	2	4	-	-	-	-	-	6
De 35 à 39 ans.....	24	7	-	1	1	-	-	33
De 40 à 44 ans.....	25	13	2	5	2	-	-	47
De 45 à 49 ans.....	39	23	4	1	2	2	-	71
De 50 à 54 ans.....	39	34	6	5	3	2	4	93
De 55 à 59 ans.....	47	35	7	2	3	-	1	95
De 60 à 64 ans.....	48	39	5	-	2	5	-	99
De 65 à 69 ans.....	54	34	4	2	3	4	1	102
70 ans et plus.....	13	10	2	1	1	2	1	30
Total.....	291	199	30	17	17	15	8	577

1.3.3. Moyenne d'âge par groupe

Groupes	Âge moyen
SRC.....	55 ans
UMP.....	56 ans et 11 mois
UDI.....	56 ans et 11 mois
Écolo.....	51 ans et 11 mois
RRDP.....	55 ans et 8 mois
GDR.....	62 ans et 7 mois
Non-inscrits	53 ans et 9 mois
Moyenne générale	56 ans

1.3.4. Répartition des députés par catégories socio-professionnelles

Professions	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
Administrateurs de sociétés	-	5	-	-	-	-	-	5
Agents d'affaires	-	1	-	-	-	-	-	1
Agents d'assurances	-	3	-	-	-	-	-	3
Agents techniques et techniciens	3	-	-	-	-	1	-	4
Agriculteurs - propriétaires exploitants	6	7	-	1	-	-	-	14
Architectes	1	-	-	-	-	-	-	1
Artisans	1	-	-	-	-	-	-	1
Assistantes sociales	1	-	-	-	-	-	-	1
Autres cadres (secteur privé)	14	13	3	1	1	1	1	34
Autres professions	15	7	2	1	1	-	-	26
Autres professions libérales	7	6	-	1	-	-	-	14
Avocats	10	20	3	-	2		2	37
Cadres (entreprises publiques)	7	2	-	-	-	-	-	9
Cadres supérieurs (secteur privé)	27	22	5	1	-	-	-	55
Cadres supérieurs (entreprises publiques)	5	1	-	-	-	-	-	6
Chirurgiens	-	2	-	-	-	-	-	2
Commerçants	2	-	2	-	-	1	-	5
Dentistes	1	1	-	-	-	-	1	3
Employés (secteur privé)	3	-	-	1	-	1	-	5
Employés (autres entreprises publiques)	-	-	-	-	1	-	-	1
Enseignants : secondaire et technique	24	4	-	1	-	1	-	30
Enseignants du premier degré - directeurs d'écoles	8	-	-	1	-	1	-	10
Experts comptables	-	2	1	-	-	-	-	3
Fonctionnaires de catégorie A	39	8	1	1	3	-	-	52
Fonctionnaires de catégorie B	7	1	-	-	-	-	-	8

Professions	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
Fonctionnaires des grands corps de l'État	12	17	1	-	1	-	1	32
Hommes de lettres et artistes	1	-	-	-	-	-	-	1
Industriels, chefs d'entreprises industrielles	5	10	1	-	1	-	-	17
Ingénieurs	4	5	3	1	-	-	-	13
Journalistes	3	1	2	1	-	-	1	8
Magistrats	1	2	1	-	-	-	-	4
Médecins	9	11	1	1	1	1	-	24
Notaires	-	2	-	-	-	-	-	2
Pensionnés et retraités civils	36	10	1	2	3	2	-	54
Permanents politiques	7	3	1	2	-	2	-	15
Pharmacien	2	2	-	-	-	-	-	4
Professeurs de faculté	2	8	1	-	1	1	-	13
Professions rattachées à l'enseignement	8	1	-	1	-	3	-	13
Représentants de commerce	-	-	1	-	-	-	-	1
Sages-femmes	1	1	-	-	-	-	-	2
Salariés agricoles	-	-	-	-	-	-	1	1
Salariés du secteur médical	2	4	-	-	-	-	-	6
Sans profession déclarée	13	16	-	-	-	-	1	30
Vétérinaires	1	1	-	-	-	-	-	2

1.4. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
Enregistrées en cours de période.....	1	1
Requêtes :		
<ul style="list-style-type: none"> - devenues sans objet..... - rejetées - suivies d'annulation..... 	41 15	39 7

1.5. Missions temporaires confiées par le Gouvernement⁽¹⁾

Missions confiées au cours de la période	21
Missions en cours au 30 septembre 2013.....	6

1.6. Immunités parlementaires

1.6.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale	-
--	---

1.6.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée nationale.....	-
---	---

1.6.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'article 26 C

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

1.7. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel	-
--	---

(1) Voir annexe II.

2

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par ce recueil.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires	Évaluation et contrôle	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire de 2012-2013 (séances du 1er octobre 2012 au 27 juin 2013)	132	290	1 195 h 55	789 h 30	191 h 30	73 h 15	114 h 35	18 h 25	8 h 40
1 ^{re} session extraordinaire de 2012-2013 (séances du 2 au 25 juillet 2013)	14	31	126 h 00	111 h 25	7 h 00	3 h 20	4 h 15	-	-
2 ^e session extraordinaire de 2012-2013 (séances du 4 septembre 2013)	1	1	2 h 10	-	-	2 h 10	-	-	-
3 ^e session extraordinaire de 2012-2013 (séances du 10 au 19 septembre 2013)	8	15	58 h 35	56 h 25	-	-	2 h 10	-	-
TOTAL	155	337	1 382 h 40	957 h 20	198 h 30	78 h 45	121 h 00	18 h 25	8 h 40

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Projets de loi	157	9 510	10	1 271	167	10 781
Propositions de loi	542	6 441	-	-	542	6 441
Propositions de résolution	72	804	-	-	72	804
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	-	-	-	-	1 001	42 042
Rapports législatifs ⁽¹⁾	180	24 274	65	8 312	245	32 586
Avis	35	2 448	76	5 324	111	7 772
Rapports d'information ⁽²⁾	95	13 200	-	-	95	13 200
Autres rapports ⁽³⁾	12	1 584	-	-	12	1 584
Totaux	1 093	58 261	151	14 907	2 245	115 210

⁽¹⁾ Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

⁽²⁾ Rapports d'information des commissions permanentes, du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, des délégations et des missions d'information.

⁽³⁾ Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions du 1^{er} octobre 2012 au 30 septembre 2013 ⁽¹⁾

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
Réunions										
Nombre	72	120	91	90	101	98	139	110	4	825
Durée	165 h 45	240 h 45	132 h 45	185 h 30	154 h 15	189 h 30	225 h 00	181 h 45	7 h 00	1482 h 15
<i>dont examen budgétaire</i>	22 h 45	20 h 45	15 h 10	15 h 45	24 h 00	10 h 45	83 h 00	18 h 00	-	210 h 10
<i>dont commission élargie ⁽²⁾</i>	11 h 30	13 h 30	10 h 10	9 h 00	-	5 h 15	40 h 20	9 h 30	///	40 h 20
Ouvertes à la presse	60	57	41	55	30	73	37	69	3	425
Auditions										
Membres du Gouvernement	14	19	23	8	19	11	16	16	-	126
Autres personnalités	36	100	42	38	72	104	57	23	-	472
Total des auditions	50	119	65	46	91	115	73	39	-	598
Examen des textes										
Textes renvoyés en première lecture :										
Projets de loi	4	7	52	7	-	8	6	36	-	120
Propositions de loi	58	79	1	112	24	29	11	203	-	517
Propositions de résolution	6	9	4	3	2	3	8	15	-	50
<i>dont propositions européennes</i>	2	3	-	1	-	1	4	1	-	12
Total des textes renvoyés	68	95	57	122	26	40	25	254	-	687
Textes adoptés définitivement :										
Projets de loi	2	4	37	4	-	3	7	13	1	71
Propositions de loi	2	1	-	8	1	2	-	5	-	19
Propositions de résolution	3	6	2	-	1	3	4	3	-	22
<i>dont propositions européennes</i>	3	5	2	-	1	3	4	1	-	19
Total des textes adoptés définitivement	7	11	39	12	2	8	11	21	1	112
Rapports déposés										
En première lecture :										
- sur des projets de loi	3	5	29	4	-	3	7	22	1	74
- sur des propositions de loi	5	8	-	15	2	2	-	18	-	50
- sur des propositions de résolution	3	7	1	1	1	2	2	5	-	22
<i>dont propositions européennes</i>	3	4	1	1	1	2	1	1	-	14
Total des rapports déposés en 1^{re} lecture	11	20	30	20	3	7	9	45	1	146
<i>dont rapports conjoints</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
En lectures suivantes :										
sur des projets de loi	1	1	-	2	-	-	9	14	-	27
sur des propositions de loi	-	1	-	2	-	1	1	1	-	6
Total des rapports déposés en lectures suivantes	1	2	-	4	-	1	10	15	-	33
Total des rapports	12	22	30	24	3	8	19	60	1	179
<i>Annexes au rapport général</i>	///	///	///	///	///	///	48	///	///	48
Avis										
sur le PLF de l'année	10	17	9	7	8	10	-	14	-	75
sur d'autres PLF	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur des projets de loi	1	7	-	3	5	5	5	5	-	31
sur des propositions de loi	-	-	-	1	-	3	-	-	-	4
sur des propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	11	24	9	11	13	18	5	19	-	110
Rapports d'information	4	3	-	6	6	4	9	10	-	42
<i>dont rapports d'application (art. 145, al. 7)</i>	-	-	-	2	-	-	1	1	-	4
<i>dont rapport d'information budgétaire (art. 146)</i>	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-

⁽¹⁾ Pour les missions d'information communes, voir annexe IV

⁽²⁾ Voir annexe III

2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs

2.3.2.1. - Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	TOTAL
Commissions saisies au fond :								
- projets de loi	98	9	1	-	-	-	-	108
- propositions de loi.....	27	20	5	2	3	3	-	60
- propositions de résolution (hors européennes).....	3	1	1	1	1	1	-	8
- propositions de résolutions européennes.....	15	1	1	1	-	-	-	18
Total	143	31	8	4	4	4	-	194
Commissions saisies pour avis :								
- projets de loi	29	2	-	-	-	-	-	31
- propositions de loi.....	4	-	-	-	-	-	-	4
- propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont résolutions européennes.....</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	33	2	-	-	-	-	-	35

2.3.2.2. - Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	TOTAL
Commissions des finances :								
- rapporteur général	11	-	-	-	-	-	-	11
- rapporteurs spéciaux.....	30	12	2	2	1	1	-	48
Autres commissions (avis) :								
- sur la loi de finances annuelle	42	17	6	5	3	2	-	75
-sur les autres lois de finances	-	-	-	-	-	-	-	-

2.3.2.3. - Rapports d'information ⁽¹⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	TOTAL
-Rapports d'information des commissions permanentes.....	83	12	1	9	2	-	-	107
<i>dont rapports d'information budgétaires.....</i>	5	-	-	-	-	-	-	5

2.3.2.4. - Rapports d'application

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	TOTAL
	4	2	-	-	-	-	-	6

2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations ⁽²⁾ 16

⁽¹⁾ Ce tableau recense les rapporteurs d'information des huit commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'informations communes à plusieurs commissions, à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale qui sont présentées à l'annexe III du présent recueil.

⁽²⁾ Voir annexe V.

2.4. Commission des affaires européennes

2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes

Réunions		Auditions		Nombre de		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution	Propositions de résolution déposées
76	118 h 00	17	29	40	267	15

2.4.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution⁽¹⁾

Textes en instance au 1 ^{er} octobre 2012	659
Textes transmis durant la période	1 029
Textes retirés ou devenus définitifs	762
Textes en instance au 30 septembre 2013	732

2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Nombre de réunions	Durée	Nombre de rapports déposés	Auditions de membres du Gouvernement	Auditions d'autres personnalités
7	12 h 15	6	-	2

2.6. Délégations et offices parlementaires

2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	41	66 h 15	4	26	6
Délégation aux outre-mer	23	43 h 30	3	90	3

2.6.2. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	48	167 h 45	2	107	9

2.7. Commissions d'enquête⁽²⁾

– Commissions constituées durant la période	5
– Rapports déposés durant la période	2

⁽¹⁾ Voir annexe VI. Voir aussi, ci-après en 3.2, la répartition par groupe des propositions de résolution.

⁽²⁾ Voir annexe VII.

3

ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES

3. Examen des textes

3.1. Projets et propositions de loi

3.1.1. Projets de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée nationale depuis le 1 ^{er} octobre 2012	74	52	126
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2012.....	//	//	23
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2012.....	//	//	23
Total.....	//	//	172
Textes retirés.....	6	-	6
Total des textes pris en compte	//	//	166

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En nouvelle lecture	En lecture définitive	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale..	///	2	-	7	3	12
	Au Sénat.....	27	2	-	-	6	35
Textes déposés au Sénat	À l'Assemblée nationale.	14	-	-	1	6	21
	Au Sénat	///	1	1	-	1	3
Total.....		41	5	1	8	16	71

Rejets	-	-	-	-	-	-
---------------------	---	---	---	---	---	---

En instance au 30 septembre 2013		En première lecture	En deuxième lecture	En nouvelle lecture	En lecture définitive	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale		//	//	//	//	//	//
Au Sénat ⁽²⁾		//	//	//	//	//	//
Total.....		//	//	//	//	//	95

⁽¹⁾ Il s'agit uniquement des projets de lois déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

⁽²⁾ Il s'agit uniquement des projets de loi déposés en premier lieu à l'Assemblée et adoptés par celle-ci.

3.1.2. Propositions de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée depuis le 1 ^{er} octobre 2012	497	26	523 ⁽²⁾
<i>Dont transmis pour avis au Conseil d'État</i>	1	///	1
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2012	//	//	145
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2012.....	//	//	37
Total.....	//	//	705
Textes retirés.....	6	///	6
Total des textes pris en compte.....	//	//	699

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En nouvelle lecture	En lecture définitive	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale..	///	3	-	1	-	4
	Au Sénat.....	2	-	-	-	1	3
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale..	7	-	-	-	-	7
	Au Sénat.....	///	4	-	-	1	5
Total.....		9	7	-	1	2	19

Rejets.....						20 ⁽³⁾
--------------------	--	--	--	--	--	-------------------

En instance au 30 septembre 2013	En première lecture	En deuxième lecture	En nouvelle lecture	En lecture définitive	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale.....	//	//	//	//	//	//
Au Sénat.....	//	//	//	//	//	//
Total.....	//	//	//	//	//	660

⁽¹⁾ Il s'agit uniquement des propositions de lois déposées au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

⁽²⁾ Dont 24 propositions de loi constitutionnelle et 16 propositions de loi organique.

⁽³⁾ Voir annexe VIII.

3.1.3. Récapitulation

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées ⁽¹⁾
Projets de loi	166	71	68 ⁽²⁾
Propositions de loi	699	19	19
Total	865	90	87

3.1.4. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		Moins d'1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Durée moyenne
Projets	Dépôts Assemblée nationale...	2	6	6	18	4	5	5	1	283 jours
	Dépôts Sénat	-	4	4	9	3	2	2	-	188 jours
Propositions	Dépôts Assemblée nationale...	-	1	3	-	2	-	-	1	748 jours
	Dépôts Sénat	2	2	-	5	2	1			145 jours

⁽¹⁾ Voir annexe IX.

⁽²⁾ Dont 37 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

3.2. Propositions de résolution

	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
Modification du Règlement :								
• déposées	-	4	-	1	-	-	-	5
• rejetées	-	-	-	-	-	-	-	-
• adoptées.....	-	-	-	1	-	-	-	1 ⁽¹⁾
Constitution de commission d'enquête :								
• déposées	2	19	1	3	2	7	-	34
• retirées	-	-	-	-	-	-	-	-
• adoptées.....	1	-	1	1	1	1	-	5
Résolutions européennes :								
• déposées :	16	-	1	4	-	-	-	21
- par un rapporteur de la commission des affaires européennes	12	-	-	3	-	-	-	15
- par un député	4	-	1	1	-	-	-	6
• rejetées	-	-	-	-	-	-	-	-
• considérées comme adoptées.....	14	-	-	3	-	-	-	17
• adoptées en séance publique	1	-	-	1	-	-	-	2
Suspension de détention ou de poursuites :								
• déposées	-	-	-	-	-	-	-	-
• adoptées.....	-	-	-	-	-	-	-	-
Mise en accusation devant la Haute Cour :								
• déposées	-	-	-	-	-	-	-	-
• adoptées.....	-	-	-	-	-	-	-	-
Application Art. 34-1 de la Constitution								
• déposées	7	6	1	2	-	4	-	20
• retirées	-	-	-	-	-	-	-	-
• adoptées.....	3	-	-	-	-	-	-	3
• rejetées	-	1	-	-	-	-	-	1

⁽¹⁾ - Déclarée non-conforme à la Constitution (Décision n° 2013-664 DC du 28/02/2013)

4

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour ⁽¹⁾

4.1.1 Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C. (sessions extraordinaires)

Nombre de séances	47
- soit en heures	186 h 45
Nombre de débats	2
Nombre de séances de questions	6
- questions d'actualité au Gouvernement	6
Nombre de textes examinés	29
<i>Dont</i>	
- projets de loi	22
<i>dont conventions</i>	3
- propositions de loi	7
- propositions de résolution	-

4.1.2 Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3 C. ⁽²⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	131
- soit en heures	567 h 00
Nombre de débats	4
Nombre de séances de questions	40
<i>dont</i>	
- questions d'actualité au Gouvernement	39
- questions orales sans débat	1
Nombre de textes examinés	68
<i>Dont</i>	
- projets de loi	57
<i>dont conventions</i>	25
- propositions de loi	11
- propositions de résolution	-

⁽¹⁾ Voir annexe X, *Ordre du jour*.

⁽²⁾ Y compris les semaines réservées à l'examen du PLF et du PLFSS. Voir annexe XI calendrier de la session ordinaire 2012-2013.

4.1.3. Semaines de l'Assemblée nationale (ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 3 C.)⁽¹⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al.5 C.)

Nombre de séances	49
- soit en heures	210 h 10
Nombre de débats.....	-
Nombre de séances de questions.....	15
- questions d'actualité au Gouvernement	12
- questions orales sans débat.....	3
Nombre de textes examinés	24
<i>dont</i>	
- projets de loi	14
- propositions de loi	7
- propositions de résolution	3

4.1.4 Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al.4 C.⁽²⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al.5 C.)

Nombre de séances	43
- soit en heures	141 h 10
Nombre de débats.....	15
Nombre de séances de questions	25
<i>dont</i>	
- questions d'actualité au Gouvernement	11
- questions orales sans débat.....	8
- questions à un membre du gouvernement	6
Nombre de textes examinés	7
- par priorité à la demande du Gouvernement (en application de l'art. 48, al. 3 C.)	
<i>dont</i>	
- projets de loi	2
- propositions de loi	-
- autres	
<i>dont</i>	
- projets de loi	2
- propositions de loi	-
- propositions de résolution	3

⁽¹⁾ Voir annexe XI le calendrier de la session ordinaire 2012-2013.

⁽²⁾ Voir annexe X, *Ordre du jour*.

4.1.5 Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'article 48, al. 5 C.⁽¹⁾

Nombre de séances	21
- soit en heures	88 h 25
Nombre de débats.....	-
Nombre de textes examinés	32
<i>dont</i>	
- projets de loi	2
- propositions de loi	29
- propositions de résolution	1

⁽¹⁾ Voir annexe X, *Ordre du jour*.

4.2. Procédures accélérées

Procédures accélérées engagées	45
dont :	
- sur des projets de loi	34
- sur des propositions de loi	11

4.3. Procédures d'examen simplifiée (Art. 103 R.)

Textes ayant fait l'objet d'une demande	24
- oppositions	1
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	23

4.4. Temps législatif programmé (Art. 49-5 R.)⁽¹⁾

Textes pour lesquels la conférence des Présidents a fixé une durée maximale d'examen	5
--	---

4.5. Motions de procédure (Art. 91 R., 122 R. et 128 R.)⁽²⁾

	Mises aux voix	Adoptées
Rejet préalable	51	1
Renvoi en commission	42	4
Motion référendaire	1	-
Demande d'ajournement	1	-

4.6. Secondes délibérations

Demandes :

- du Gouvernement	6
- d'une commission	-
- d'un député	-

⁽¹⁾ Voir annexe XII.

⁽²⁾ Ces nombres concernent uniquement les motions discutées sur les textes examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

4.7. Commissions mixtes paritaires ⁽¹⁾

	Projets	Propositions	Total
1. Demandes, après :			
. Première lecture (procédure accélérée, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale).....	24	3	27
. Deuxième lecture	3	-	3
. Lectures suivantes	-	-	-
Total	27	3	30
2. Rapports déposés :			
. Rapports positifs	16	2	18
. Rapports négatifs.....	11	1	12
Total	27	3	30
3. Suite de la procédure :			
. Adoption conforme sur le texte CMP	16	2	18
- <i>dont</i>			
. <i>avec amendements</i>	7	1	8
. <i>sans amendement</i>	9	1	10
. Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	1	-	1
. Adoption en lecture définitive			
- <i>dernier texte Assemblée nationale</i>	8	1	9
. <i>avec amendements</i>	-	-	-
. <i>sans amendement</i>	8	1	9
- <i>texte CMP</i>	-	-	-
. Textes restant en instance	2	-	2
Total.....	27	3	30

(1) Voir annexe XIII.

4.8. Amendements

4.8.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique

Amendements transmis à la Présidence ⁽¹⁾	Gouv.	Cions	Députés (auteur ou premier signataire)							Total
			SRC	UMP	UDI	Ecolo	RRDP	GDR	NI	
Enregistrés	856	447	3 634	18 843	1 799	1 107	530	5 056	373	32 645
- Irrecevables au titre de l'art. 40 C. :	///	11	152	406	77	79	42	386	8	1 161
Recevables	856	436	3 482	18 437	1 722	1 028	488	4 670	365	31 484
Retirés avant discussion	75	42	451	1 918	204	82	48	651	75	3 546
Adoptés	752	311	1 750	268	37	129	60	134	2	3 443

4.8.2. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitivement adoptés

Nombre d'amendements adoptés ⁽¹⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200
Nombre de textes définitifs	52 ⁽²⁾	9	5	11	5	3	1	4

⁽¹⁾ Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

⁽²⁾ Dont 37 conventions internationales

4.8.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session (*hors conventions*)⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾

Commission	Nature	Nombre de textes	Commission		Séance	
			Déposés	Adoptés	Déposés	Adoptés
Affaires culturelles	Projets	2	1 700	447	2 670	250
	Propositions	2	1	0	14	0
Affaires économiques	Projets	4	383	145	888	107
	Propositions	1	332	142	508	103
Affaires étrangères	Projets	37 ⁽⁴⁾	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Affaires sociales	Projets	4	699	380	1 559	285
	Propositions	8	243	161	476	48
Défense	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	1	0	0	0	0
Développement durable	Projets	3	440	302	450	78
	Propositions	2	0	0	-	-
Finances	Projets	4	597	395	562	108
	Propositions	-	-	-	-	-
Lois	Projets	12	2 640	844	11 200	314
	Propositions	5	62	59	49	23
Spéciale	Projet	1	146	76	56	24

(1) Voir aussi annexe IX la liste chronologique des lois promulguées.

(2) Ces nombres concernent les amendements adoptés en commission et en séance publique à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

(3) Ces chiffres n'incluent pas les projets de loi de finances, les projets de loi de financement de la sécurité sociale et les projets de révision constitutionnelle qui, en application de l'article 42 alinéa 2 de la Constitution, sont examinés en première lecture sur le texte présenté par le Gouvernement.

(4) Dont 37 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux.

4.9. Votes bloqués

Nombre de demandes 1⁽¹⁾

4.10. Procédures de vote

Scrutins publics ordinaires 572⁽²⁾

dont :

- <i>sur la prolongation d'une intervention des forces armées en application de l'article 35 de la Constitution</i>	1
- <i>sur des motions de procédure</i>	22
- <i>sur le passage à la discussion des articles</i>	-
- <i>sur une demande de constitution de commission spéciale</i>	1
- <i>sur des propositions de modification de l'ordre du jour</i>	-

- *sur des textes* 548

Scrutins publics à la tribune -

Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances 3

dont :

- <i>à l'Assemblée nationale</i>	3
- <i>au Congrès du Parlement</i>	-

Scrutins secrets -

⁽¹⁾ Sur l'article unique et l'ensemble de la proposition de loi concernant la recherche sur l'embryon (11/07/2013)

⁽²⁾ Dont 45 scrutins décidés en application de l'article 65-1 du Règlement (voir annexe XIV).

4.11. Incidents de séance

4.11.1. Rappels au Règlement	617
4.11.2. Faits personnels	15
4.11.3. Rappels à l'ordre	3
4.11.4. Peines disciplinaires	-

4.12. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽¹⁾

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution	8
Application de l'article 41 de la Constitution.....	-
Application de l'article 54 de la Constitution.....	-
Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution.....	4
<i>Dont :</i>	
- <i>Lois organiques.....</i>	<i>3</i>
- <i>Règlements des Assemblées</i>	<i>1</i>
Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	17
Application de l'article 74 de la Constitution.....	-

⁽¹⁾ Voir annexe XV.

5

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats ⁽¹⁾

5.1. Tenus à la demande du Gouvernement.....	7
– <i>dont suivies d'un vote.....</i>	2
5.2. Organisés par la Conférence des Présidents.....	1
5.3. Tenus à la demande des commissions permanentes ...	5
5.4. Tenus à la demande d'un groupe politique	16

⁽¹⁾ Voir annexe XVI. Voir aussi, en rubrique 6.1, la liste des engagements de responsabilité.

6

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution	-
<i>dont :</i>	
– <i>sur son programme</i>	-
– <i>sur une déclaration de politique générale</i>	-
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.....	-

6.2. Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.....	1
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.....	-

7

QUESTIONS

7. Questions ⁽¹⁾

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement (68 séances)

Groupes	SRC	UMP ⁽²⁾	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
Nombre de questions posées.....	301	404	103	67	68	68	9	1 020

7.1.2. - Répartition par groupes des questions orales sans débat (12 séances)

Groupes	SRC	UMP	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
Nombre de questions posées.....	155	160	23	12	11	12	2	375

7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites et des réponses publiées du 1^{er} octobre 2012 au 30 septembre 2013

Groupes	SRC	UMP ⁽³⁾	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
Nombre de questions publiées.....	10 040	17 860	2 190	712	585	1 000	577	32 964
Nombre de questions après retrait ..	9 867	17 776	2 183	710	579	998	576	32 689
Nombre de réponses	7 206	11 173	1 623	446	410	940	348	22 146

7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites "signalées" (38 semaines)

(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et "signalées" à l'attention du Gouvernement qui s'engage à apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours)

Groupes	SRC	UMP ⁽⁴⁾	UDI	Écolo	RRDP	GDR	NI	Total
Nombre de questions posées.....	494	194	37	38	34	38	0	835

(1) Voir en annexe XVII la répartition des réponses des ministres aux questions orales et écrites.

(2) Dont les 10 questions au Gouvernement posées par les députés du groupe R-UMP du 05/12/2012 au 15/01/2013.

(3) Dont les 668 questions écrites déposées et les 30 réponses reçues par les députés du groupe R-UMP du 04/12/2012 au 15/01/2013.

(4) Dont 5 questions signalées déposées par le groupe R-UMP du 10/12/2012 au 17/12/2012

ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Cause et conséquence	Député remplacé	Nouveau Député	J.O. L.D.	SÉANCE	CIRCONSCRIPTION
Annulation de l'élection (élection partielle le 17 décembre 2012)	Patrick Devedjian	Patrick Devedjan	19.10.2012	18.10.2012	Hauts-de-Seine (13e)
Annulation de l'élection (élection partielle le 17 décembre 2012)	Henri Plagnol	Sylvain Berrios	19.10.2012	18.10.2012	Val-de-Marne (1ère)
Annulation de l'élection (élection partielle le 17 décembre 2012)	Dolores Roqué	Elie Aboud	25.10.2012	24.10.2012	Hérault (6e)
Annulation de l'élection (élection partielle le 24 mars 2013)	Jean-François Mancel	Jean-François Mancel	26.01.2013	29.01.2013	Oise (2e)
Annulation de l'élection (élection partielle le 24 mars 2013)	David Vergé	Napole Polutélé	26.01.2013	29.01.2013	Wallis-et-Futuna (1ère)
Annulation de l'élection (élection partielle le 09 juin 2013)	Corinne Narassiguin	Frédéric Lefebvre	16.02.2013	18.02.2013	Français hors de France (1ère)
Annulation de l'élection (élection partielle le 09 juin 2013)	Daphna Poznanski-Benhamou	Meyer Habib	16.02.2013	18.02.2013	Français hors de France (8e)
Fin de fonctions gouvernementales le 19 mars 2013	Jean-Claude Gouget	M. Jérôme Cahuzac	21.04.2013	n.c.	Lot et Garonne (3e)
Démission le 20 avril 2013	M. Jérôme Cahuzac		21.04.2013	n.c.	Lot et Garonne (3e)
Élection partielle le 23 juin 2013		M. Jean-Louis Costes	25.06.2013	24.06.2013	Lot et Garonne (3e)
Fin de fonctions gouvernementales le 2 juillet 2013	M. Jean-Luc Drapeau	Mme Delphine Batho	04.08.2013	04.09.2013	Deux-Sèvres (2e)
Nomination au Gouvernement le 2 juillet et remplacement le 3 août 2013	M. Philippe Martin	M. Franck Montaugé	04.08.2013	04.09.2013	Gers (1ère)

Sièges vacants (aucun siège n'est vacant à la date de publication du présent recueil)

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Date du début et de la fin de la mission
M. Jean-Yves Le Déaut (SRC)	Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche	1 ^{er} août 2012 - 31 janvier 2013
Mme Karine Berger (SRC) M. Dominique Lefebvre (SRC)	Ministre de l'économie et des finances Ministre chargé du budget	9 octobre 2012 - 8 avril 2013
Mme Martine Pinville (SRC)	Ministre délégué chargé des personnes âgées et de l'autonomie	17 octobre 2012-16 avril 2013
M. Serge Letchimy (SRC)	Ministre des outre-mer	12 novembre 2012-11 mai 2013
M. Philippe Martin (SRC)	Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt Ministre de l'environnement, du développement durable et de l'énergie	23 novembre 2012-22 mai 2013
M. Jean-Yves Caullet (SRC)	Ministre de l'environnement, du développement durable et de l'énergie Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	10 décembre 2012-9 juin 2013
M. Matthias Fekl (SRC)	Ministre de l'intérieur	24 décembre 2012-27 mai 2013
M. Michel Vauzelle (SRC)	Ministre des affaires étrangères	1 ^{er} janvier 2013-30 juin 2013
M. Michel Lesage (SRC)	Ministre de l'environnement, du développement durable et de l'énergie	8 février 2013-7 août 2013
M. Thierry Mandon (SRC)	Ministre de l'économie et des finances Ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique Ministre déléguée chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique	14 février 2013-13 août 2013
M. Christophe Sirugue (SRC)	Premier ministre	7 mars 2013-6 septembre 2013
Mme Nathalie Nieson (SRC)	Ministre de la justice	7 mars 2013-6 septembre 2013
M. Olivier Véran (SRC)	Ministre des affaires sociales et de la santé	11 mars 2013-1 ^{er} août 2013
M. Patrick Lebreton (SRC)	Ministre des Outre-Mer	8 avril 2013-12 septembre 2013
M. Arnaud Leroy (SRC)	Ministre chargé des transports, de la mer et de la pêche	23 avril 2013-22 octobre 2013
M. Yves Blein (SRC) M. Jérôme Guedj (SRC) M. Régis Juanico (SRC) Mme Valérie Rabault (SRC)	Ministre de l'économie et des finances Ministre des affaires sociales et de la santé Ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative	29 avril 2013-28 octobre 2013
M. Laurent Grandguillaume (SRC)	Ministre de l'économie et des finances Ministre des affaires sociales et de la santé Ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative	6 mai 2013-17 septembre 2013
M. Laurent Grandguillaume (SRC)	Ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme Ministre déléguée chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique	20 septembre 2013

Annexe III

Commissions élargies

Commissions élargies	Durée	FIN.	CULT.	ECO.	AFET	SOC.	DEF.	DEVE.	LOIS
Recherche et enseignement supérieur	3 h 30	*	*	*				*	
Conseil et contrôle de l'État ; Direction de l'action du Gouvernement : Publications officielles et information administrative ; Pouvoirs publics	1 h 40	*							
Administration générale et territoriale de l'État	2 h 00	*							*
Égalité des territoires, logement et ville	3 h 35	*		*		*			
Action extérieure de l'État	2 h 35	*	*		*				
Gestion des finances publiques et des ressources humaines; Provisions; Régime sociaux et de retraite; Gestion du patrimoine immobilier de l'État; Pensions	2 h 35	*							*
Politique des territoires	1 h 45	*						*	
Immigration, asile et intégration	2 h 15	*			*				*
Sport, jeunesse et vie associative	2 h 55	*	*						
Relations avec les collectivités territoriales	2 h 40	*							*
Engagements financiers de l'État; Remboursements et dégrèvements	1 h 35	*							
Aide publique au développement	1 h 50	*			*				
Économie	3 h 30	*		*	*				
Culture	2 h 30	*	*						
Solidarité	2 h 55	*		*		*			
Santé	2 h 30	*				*			
Total	40 h 20	40 h 20	11 h 30	13 h 30	10 h 10	9 h 00		5 h 15	9 h 30

Annexe IV

Mission d'évaluation et de contrôle (MEC)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Conduite des programmes d'armement en coopération	15	13 h 15	1	24	1234 10.07.2013
L'optimisation des aides à la construction de logements sociaux en fonction des besoins	16	17 h 00	1	27	1285 18.07.2013
Prévention et accompagnement par la puissance publique des plans de sauvegarde de l'emploi	19	19 h 50	1	26	1299 02.10.2013

Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Les arrêts de travail	10	20 h 25	-	50	986 24.04.2013
La mise en œuvre des missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie	-	-	-	-	Rapport établi par la Cour des comptes
Le financement de la branche Famille	5	08 h 45	-	17	Rapport établi par la Cour des comptes

Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Objet de la mission	Commissions permanentes concernées	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Conditions d'emploi dans les métiers artistiques	- Affaires culturelles - Affaires sociales	25.07.2012/ 25.07.2012	39	48 h 30	2	217	941 17.04.2013
Politique de soutien au sport professionnel et solidarités avec le sport amateur	- Affaires culturelles - Finances	29.05.2013 15.05.2013	ND	ND	1	25	1245 11.07.2013

Objet de la mission	Commissions permanentes concernées	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Politique d'éducation prioritaire	- Affaires culturelles - Finances	29.05.2013 15.05.2013	ND	ND	ND	1	1295 23.07.2013
Examen des crédits 2012 du programme 146 « Equipement des forces »	- Défense - Finances	21.05.2013 15.05.2013	ND	ND	ND	2	1244 11.07.2013
L'investissement étranger en France	- Affaires économiques - Affaires étrangères	12.03.2014 12.03.2014	-	-	-	-	-

Missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Coûts de production en France	31.07.2012	25.09.2012	25	40 h 00	1	76	843 27.03.2013
Immigrés âgés	20.11.2012	16.01.2013	17	47 h 30	6	98	1214 02.07.2013

Annexe V

Demandes de consultation des commissions sur des nominations

Date de la demande	Fonction	Nom	Commission	Avis Date	Nomination
29.10.12	Président de l'Autorité de sûreté nucléaire	Pierre-Franck Chevet	Aff. économiques	Favorable (20 pour, 0 contre, 2 blancs) 06.11.2012	09.11.2012 JO 10.11.2012
06.11.12	Directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides	Pascal Brice	Lois	Favorable (36 pour, 3 contre, 3 abstentions) 05.12.2012	19.12.2012 JO 20.12.2012
12.11.12	Président-directeur général de la société Aéroports de Paris	Augustin de Romanet de Beaune	Dév. durable	Favorable (14 pour, 3 contre) 27.11.2012	28.11.2012 JO 30.11.2012
03.12.12	Président du conseil d'administration de Réseau ferré de France	Jacques Rapoport	Dév. durable	Favorable (14 pour, 4 contre, 1 abstention) 12.12.2012	19.12.2012 JO 20.12.2012
09.01.13	Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel	Olivier Schrameck	Aff. culturelles	Favorable (32 pour, 4 contre) 23.01.2013	23.01.2013 JO 24.01.2013
09.01.13	Directeur-général de la Société anonyme BPI-Groupe	Nicolas Dufourcq	Finances	Favorable (33 pour, 0 contre) 23.01.2013	07.02.2013 JO 08.02.2013
12.02.13	Membre du Conseil constitutionnel (nommé par le Président de la République)	Nicole Maestracci	Lois	Favorable (32 pour, 16 contre) 20.02.2013	22.02.2013 JO 24.02.2013
12.02.13	Membre du Conseil constitutionnel (proposition de nomination par le Président de l'Assemblée nationale)	Claire Bazy-Malaurie	Lois	20.02.2013 (24 pour, 13 contre) 20.02.2013	20.02.2013 JO 24.02.2013
12.02.13	Président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale	André Syrota	Aff. culturelles	Favorable (17 pour, 0 contre) 20.02.2013	27.02.2013 JO 01.03.2013
14.02.13	Président du conseil d'administration de l'ADEME	Bruno Léchevin	Dév. durable	Favorable (11 pour, 0 contre) 26.02.2013	14.03.2013 JO 15.03.2013
12.03.13	Président de la Commission nationale du débat public	Christian Leyrit	Dév. durable	Favorable (15 pour, 0 contre) 12.03.2013	22.03.2013 JO 24.03.2013
06.03.13	Président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales	Jean-Yves Le Gall	Aff. culturelles	Favorable (17 pour, 0 contre) 27.03.2013	05.04.2013 JO 06.04.2013
11.03.13	Président du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français	Guillaume Pepy	Dév. durable	Favorable (23 pour, 0 contre) 19.03.2013	21.03.2013 JO 22.03.2013
25.04.13	Directrice générale de l'Agence française de développement	Anne Paugam	Aff. étrangères	Favorable (23 pour, 1 contre) 22.05.2013	29.05.2013 JO 31.05.2013
11.06.13	Présidente du directoire de la Compagnie nationale du Rhône	Élisabeth Ayrault	Aff. économiques	Favorable (34 pour, 1 contre) 26.06.2013	04.07.2013 JO 05.07.2013
06.09.13	Président du conseil d'administration de La Poste	Philippe Wahl	Aff. économiques	Favorable (23 pour, 1 contre, 3 abstentions) 17.09.2013	25.09.2013 JO 26.09.2013

Annexe VI

Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Objet et numéro de la résolution	N ^o s des propositions de résolution (n ^o des rapports, commissions saisies au fond)	Considérées comme définitives le
Régime d'asile européen commun (n ^o 431)	N ^o 491 (Lois)	29.12.2012
Orientations européennes de politique économique (n ^o 743)	N ^o 758 (Finances)	15.03.2013
Politique de change européenne (n ^o 781)	<i>Rapport non déposé</i> (Finances)	29.04.2013
Respect de la chaîne alimentaire (n ^o 817)	N ^o 973 (Affaires européennes)	29.05.2013
Réforme de la politique commune de la pêche (n ^o 823)	N ^o 829 (Affaires économiques)	07.04.2013
Interdiction de certains pesticides responsables de la mortalité des abeilles (n ^o 872)	N ^o 934 (Développement durable)	03.05.2013
"Quatrième paquet ferroviaire" (n ^o 905)	N ^o 935 (Développement durable)	04.05.2013
Réforme des droits de plantation de vigne (n ^o 906)	N ^o 1086 (Affaires européennes) 1160 (Affaires économiques)	05.07.2013
Relance de l'Europe de la défense (n ^o 912)	N ^o 933 (Défense)	04.05.2013
Sur l'avenir de la politique agricole commune après 2013 (n ^o 929)	N ^o 968 (Affaires économiques)	04.05.2013
Mandat de négociation de l'accord de libre-échange entre les États-unis et l'Union européenne (n ^o 1020)	N ^o 1060 (Affaires européennes)	15.06.2013
Sur le projet de révision des règles relatives au contrôle des aides d'État dans le secteur du cinéma (n ^o 1046)	N ^o 1052 (Affaires économiques)	08.06.2013
Sur la proposition de directive relative à l'exécution de la directive sur le détachement de travailleurs (n ^o 1088)	N ^o 1175 (Affaires sociales)	11.07.2013
Sur la démocratisation du programme Erasmus (n ^o 1119)	N ^o 1206 (Affaires culturelles)	17.07.2013
Conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour l'accès au marché des services portuaires et la transparence financière des ports (n ^o 1155)	<i>Rapport non déposé</i> (Développement durable)	14.07.2013
Approfondissement de l'Union économique et monétaire (n ^o 1202)	<i>Rapport non déposé</i> (Finances)	11.08.2013
Avis de la Commission européenne sur les programmes de stabilité et de réforme de la France (n ^o 1204)	<i>Rapport non déposé</i> (Finances)	11.08.2013
Sur la stratégie numérique de l'Union européenne (n ^o 1410)	N ^o 1458 (Affaires économiques)	01.11.2013

Propositions de résolution adoptées en séance publique

Objet de la résolution	N°s des propositions de résolution (n° des rapports, commissions saisies au fond)	Date d'adoption
L'ancrage démocratique du gouvernement économique européen (n° 203)	N° 230 (Affaires étrangères)	27.11.2012
Instrument de réciprocité sur les marchés publics (n° 583)	N° 668(Affaires économiques)	28.02.2013
Respect de l'exception culturelle (n° 875)	N°s 917 (Affaires européennes et 943 Affaires culturelles)	12.06.2013

Annexe VII

Liste des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Groupe politique à l'origine de la demande	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	N° et date de dépôt du rapport
Fonctionnement des services de renseignement dans le suivi et la surveillance des mouvements radicaux armés	Écolo	05.12.2012	30.01.2013	1056 24.05.2013
Situation de la sidérurgie française et européenne, dans la crise économique et financière, et conditions de sa sauvegarde et de son développement	GDR	23.01.2013	05.02.2013	1240 10.07.2013
Fonctionnement de l'action du Gouvernement et des services de l'État entre le 04.12.2012 et le 02.04.2013 dans la gestion d'une affaire qui a conduit à la démission d'un membre du Gouvernement	UDI	24.04.2013	15.05.2013	1408 08.10.2013
Conditions de privatisation de la société nationale Corse Méditerranée	RRDP	12.06.2013	19.06.2013	1629 11.12.2013
Projet de fermeture de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord, tant dans ses causes économiques et financières que dans ses conséquences économiques, sociales et environnementales	SRC	26.06.2013	03.07.2013	1632 11.12.2013

Travaux des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Personnes auditionnées ou rencontrées	
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres
Fonctionnement des services de renseignement dans le suivi et la surveillance des mouvements radicaux armés	11	31 h 45	-	35
Situation de la sidérurgie française et européenne, dans la crise économique et financière, et conditions de sa sauvegarde et de son développement	21	28 h 45	1	187
Fonctionnement de l'action du Gouvernement et des services de l'État entre le 04.12.2012 et le 02.04.2013 dans la gestion d'une affaire qui a conduit à la démission d'un membre du Gouvernement	38	55 h 15	3	32
Conditions de privatisation de la société nationale Corse Méditerranée	10	10 h 00	-	9
Projet de fermeture de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord, tant dans ses causes économiques et financières que dans ses conséquences économiques, sociales et environnementales	8	15 h 30	2	54

Annexe VIII

Propositions de loi AN rejetées

1. Proposition de loi (n° 145) relative à l'aide médicale d'État (1^{re} séance du 11 octobre 2012) ;
2. Proposition de loi (n° 144) visant à former aux cinq gestes qui sauvent face à un accident de la route lors de la préparation des permis de conduire (2^e séance du 11 octobre 2012) ;
3. Proposition de loi (n° 143) portant obligation d'informer de la localisation des centres d'appels (2^e séance du 11 octobre 2012) ;
4. Proposition de loi (n° 142) portant création des principes d'adaptabilité et de subsidiarité en vue d'une mise en œuvre différenciée des normes en milieu rural (2^e séance du 11 octobre 2012) ;
5. Proposition de loi (n° 285) visant à déconnecter le prix du gaz de celui du pétrole pour la fixation des tarifs réglementés du gaz naturel (2^e séance du 22 novembre 2012) ;
6. Proposition de loi (n° 221) tendant à prévenir le surendettement (2^e séance du 22 novembre 2012) ;
7. Proposition de loi (n° 284) visant à garantir un accès aux soins égal sur l'ensemble du territoire (3^e séance du 22 novembre 2012) ;
8. Proposition de loi (n° 329) visant à mieux protéger les indications géographiques et les noms des collectivités territoriales (1^{re} séance du 6 décembre 2012) ;
9. Proposition de loi (n° 330) visant à encadrer les grands passages et à simplifier la mise en œuvre de la procédure d'évacuation forcée (2^e séance du 6 décembre 2012) ;
10. Proposition de loi (n° 191) précisant les conditions de l'usage légal de la force armée par les représentants de l'ordre dans l'exercice de leurs missions et renforçant la protection fonctionnelle des policiers et des gendarmes (2^e séance du 6 décembre 2012) ;
11. Proposition de loi (n° 222) visant à créer une médaille d'honneur du bénévolat (2^e séance du 6 décembre 2012) ;
12. Proposition de loi (n° 267) visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures (1^{re} séance du 21 février 2013) ;
13. Proposition de loi (n° 332) visant à prévenir et lutter contre la violence en milieu scolaire (2^e séance du 21 février 2013) ;
14. Proposition de loi (n° 516) relative à l'égalité des droits et à l'intégration des personnes en situation de handicap (3^e séance du 25 avril 2013) ;
15. Proposition de loi (n° 869) tendant à interdire les licenciements boursiers et les suppressions d'emplois abusives (2^e séance du 16 mai 2013) ;

16. Proposition de loi (n° 998) relative au respect de la neutralité religieuse dans les entreprises et les associations (1^{re} séance du 6 juin 2013) ;
17. Proposition de loi constitutionnelle (n° 567) tendant à encadrer la rétroactivité des lois fiscales (2^e séance du 6 juin 2013) ;
18. Proposition de loi organique (n° 568) tendant à encadrer la rétroactivité des lois fiscales (2^e séance du 6 juin 2013).

Propositions de loi Sénat rejetées

1. Proposition de loi (n° 63) visant à assurer l'aménagement numérique du territoire (3^e séance du 22 novembre 2012) ;
2. Proposition de loi (n° 44) sur la circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen (2^e séance du 28 mars 2013).

Annexe IX

Liste chronologique des lois promulguées^{(1) (2)}

1. 19 octobre 2012 – Loi n° 2012-1166 autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord de partenariat et de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif à la création d'un centre de coopération policière (Pj. AN).
2. 19 octobre 2012 – Loi n° 2012-1167 autorisant l'approbation de l'accord d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria (Pj. AN).
3. 22 octobre 2012 – Loi n° 2012-1171 autorisant la ratification du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (Pj. AN).
4. 26 octobre 2012 – Loi n° 2012-1188 autorisant la ratification du traité relatif à l'établissement d'un bloc d'espace aérien fonctionnel « Europe central » entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération suisse (Pj. Sénat).
5. 26 octobre 2012 * – Loi n° 2012-1189 portant création des emplois d'avenir (Pj. AN) (97 adts).
6. 20 novembre 2012 – Loi n° 2012-1270 relative à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (Pj. S) (63 adts).
7. 22 novembre 2012 – Loi n° 2012-1288 autorisant la ratification de l'accord relatif aux pêches dans le sud de l'océan Indien (Pj. AN).
8. 22 novembre 2012 – Loi n° 2012-1289 autorisant la ratification de la convention relative à l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) (Pj. AN).
9. 22 novembre 2012 – Loi n° 2012-1290 autorisant la ratification de la convention de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires (Pj. AN).
10. 22 novembre 2012 – Loi n° 2012-1291 autorisant la ratification de l'accord sur le transport aérien entre le Canada et la Communauté européenne et ses États membres (Pj. AN).
11. 29 novembre 2012 – Loi n° 2012-1320 autorisant la ratification de la convention du travail maritime de l'Organisation internationale du travail (Pj. S).
12. 29 novembre 2012 – Loi n° 2012-1321 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (Pj. S)

⁽¹⁾ Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la constitution

⁽²⁾ Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

13. 6 décembre 2012 – Loi n° 2012-1360 autorisant l'approbation de l'accord de coopération dans le domaine de la défense entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire (Pj. AN).
14. 6 décembre 2012 * – Loi n° 2012-1361 relative à la reconnaissance du 19 mars comme journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc (Pn. AN).
15. 17 décembre 2012 * – Loi n° 2012-1403 relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques (Pj. AN) (24 adts).
16. 17 décembre 2012 * – Loi n° 2012-1404 de financement de la sécurité sociale (Pj. AN) (266 adts).
17. 21 décembre 2012 – Loi n° 2012-1432 relative à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme (Pj. S) (5 adts).
18. 24 décembre 2012 – Loi n° 2012-1441 relative aux juridictions de proximité (Pn. S).
19. 24 décembre 2012 – Loi n° 2012-1442 visant à la suspension de la fabrication, de l'importation, de l'exportation et de la mise sur le marché de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du bisphénol A (Pn. AN) (8 adts).
20. 27 décembre 2012 – Loi n° 2012-1460 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement (Pj. S) (14 adts).
21. 28 décembre 2012 – Loi n° 2012-1471 autorisant l'approbation du protocole n° 3 à la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif aux groupements eurorégionaux de coopération (GEC) (Pj. AN).
22. 28 décembre 2012 – Loi n° 2012-1472 autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Kazakhstan dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques (Pj. AN).
23. 28 décembre 2012 – Loi n° 2012-1473 autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur la protection physique des matières nucléaires (Pj. AN).
24. 28 décembre 2012 – Loi n° 2012-1474 autorisant la ratification de l'accord de partenariat économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États du Cariforum, d'autre part (Pj. AN).
25. 28 décembre 2012 – Loi n° 2012-1475 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République socialiste du Vietnam pour la création et le développement de l'université des sciences et des technologies de Hanoï (Pj. AN)
26. 28 décembre 2012 – Loi n° 2012-1476 autorisant la ratification de la convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (Pj. AN).
27. 29 décembre 2012 * – Loi n° 2012-1509 de finances pour 2013 (Pj. AN) (480 adts).

28. 29 décembre 2012 * – Loi n° 2012-1510 de finances rectificative pour 2012 (Pj. AN) (264 adts).
29. 31 décembre 2012 * – Loi organique n° 2012-1557 relative à la nomination du directeur général de la société anonyme BPI-Groupe (Pn. AN).
30. 31 décembre 2012 – Loi n° 2012-1558 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017 (Pj. AN) (4 adts).
31. 31 décembre 2012 – Loi n° 2012-1559 relative à la création de la Banque publique d'investissement (Pj. AN) (19 adts).
32. 31 décembre 2012 – Loi n° 2012-1560 relative à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées (Pj. S) (28 adts).
33. 31 décembre 2012 – Loi n° 2012-1561 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération (Pn. S) (5 adts).
34. 18 janvier 2013 * – Loi n° 2013-61 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social (Pj. AN).
35. 28 janvier 2013 – Loi n° 2013-98 autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne instituant un régime matrimonial optionnel de la participation aux acquêts (Pj. S).
36. 28 janvier 2013 – Loi n° 2013-99 autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne (Pj. S).
37. 28 janvier 2013 – Loi n° 2013-100 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (Pj. S).
38. 31 janvier 2013 – Loi n° 2013-108 tendant à abroger la loi n° 2010-1127 du 28 septembre 2010 visant à lutter contre l'absentéisme scolaire (Pn. S).
39. 21 février 2013 – Loi n° 2013-154 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (Pj. AN).
40. 21 février 2013 – Loi n° 2013-155 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions (Pj. AN).
41. 1^{er} mars 2013 * – Loi n° 2013-185 portant création du contrat de génération (Pj. AN) (39 adts).
42. 25 mars 2013 – Loi n° 2013-241 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Serbie relatif à la mobilité des jeunes (Pj. S).
43. 25 mars 2013 – Loi n° 2013-242 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Monténégro relatif à la mobilité des jeunes (Pj. AN).

44. 25 mars 2013 – Loi n° 2013-243 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise relatif à la mobilité des jeunes et des professionnels (Pj. AN).
45. 15 avril 2013 * – Loi n° 2013-312 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes (Pn AN) (190 adts).
46. 16 avril 2013 – Loi n° 2013-316 relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte (Pn. S) (21 adts).
47. 19 avril 2013 – Loi n° 2013-325 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et l'Institut international des ressources phytogénétiques (IPGRI) relatif à l'établissement d'un bureau de l'IPGRI en France et à ses priviléges et immunités sur le territoire français (Pj. S).
48. 19 avril 2013 – Loi n° 2013-326 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie portant sur la coopération policière (Pj. S).
49. 19 avril 2013 – Loi n° 2013-327 autorisant la ratification de la convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire (Pj. S).
50. 23 avril 2013 – Loi n° 2013-337 prorogeant jusqu'au 31 décembre 2013 le régime social du bonus exceptionnel outre-mer (Pn. S).
51. 24 avril 2013 – Loi n° 2013-343 renforçant l'information des voyageurs lors de la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne (Pn. AN).
52. 24 avril 2013 – Loi n° 2013-344 relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers (Pn. S).
53. 24 avril 2013 – Loi n° 2013-354 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la répartition des droits de propriété intellectuelle dans les accords de développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (Pj. AN).
54. 17 mai 2013 *– Loi organique n° 2013-402 relative à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (Pj. S) (9 adts).
55. 17 mai 2013 *– Loi n° 2013-403 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (Pj. S) (112 adts).
56. 17 mai 2013 *- Loi n° 2013-404 ouvrant le mariage aux couples de même sexe (Pj. AN) (17 adts).
57. 27 mai 2013 – Loi n° 2013-428 modernisant le régime des sections de commune (Pn. S) (23 adts).
58. 28 mai 2013 *– Loi n° 2013-431 portant diverses dispositions en matière d'infrastructures de transports (Pj. S) (28 adts).

59. 30 mai 2013 – Loi n° 2013-442 portant réforme de la biologie médicale (Pn. S) (29 adts).
60. 3 juin 2013 – Loi n° 2013-453 visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer (Pn. AN) (4 adts).
61. 13 juin 2013 * – Loi n° 2013-498 portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger (Pj. S).
62. 14 juin 2013 * - Loi n° 2013-504 relative à la sécurisation de l'emploi (Pj. AN) (234 adts).
63. 28 juin 2013 – Loi n° 2013-561 portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement (Pn. AN) (6 adts).
64. 1^{er} juillet 2013 – Loi n° 2013-569 habilitant le Gouvernement à adopter des mesures de nature législative pour accélérer les projets de construction (Pj. AN) (8 adts).
65. 4 juillet 2013 – Loi n° 2013-580 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté de Monaco relatif à la prise en charge sur le territoire français de déchets radioactifs monégasques (Pj. AN).
66. 4 juillet 2013 – Loi n° 2013-581 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège sur l'enseignement dispensé en France aux élèves norvégiens et le fonctionnement des sections norvégiennes établies dans les académies de Rouen, Caen et Lyon (Pj. AN).
67. 4 juillet 2013 – Loi n° 2013-582 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Conseil fédéral suisse et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire sur le droit applicable aux entreprises intervenant sur le domaine de l'Organisation afin d'y réaliser des prestations de services revêtant un caractère transnational (Pj. AN).
68. 4 juillet 2013 – Loi n° 2013-583 autorisant l'approbation du protocole d'amendement de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative à l'extension en territoire français du domaine de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire conclue le 13 septembre 1965 (Pj. AN).
69. 4 juillet 2013 - Loi n° 2013-584 autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour l'énergie de fusion en vue de la mise en œuvre conjointe du projet ITER (Pj. AN).
70. 8 juillet 2013 – Loi n° 2013-595 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République (Pj. AN) (131 adts).
71. 11 juillet 2013 – Loi n° 2013-614 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam relatif aux centres culturels (Pj. S).
72. 16 juillet 2013 – Loi n° 2013-619 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (Pj. AN) (36 adts).
73. 19 juillet 2013 – Loi n° 2013-642 relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la résistance (Pn. S).

74. 22 juillet 2013 *– Loi n° 2013-659 relative à la représentation des Français établis hors de France (Pj. S) (21 adts).
75. 22 juillet 2013 – Loi n° 2013-660 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche (Pj. AN) (119 adts).
76. 25 juillet 2013 – Loi n° 2013-669 relative aux attributions du garde des sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique (Pj. AN) (11 adts).
77. 26 juillet 2013 – Loi n° 2013-672 de séparation et de régulation des activités bancaires (Pj. AN) (91 adts).
78. 26 juillet 2013 – Loi n° 2013-673 relative à l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'État (Pj. AN).
79. 2 août 2013 – Loi n° 2013-702 relative à l'élection des sénateurs (Pj. S).
80. 5 août 2013 – Loi n° 2013- 708 autorisant la ratification de la convention relative à la construction et à l'exploitation d'un laser européen à électrons libres dans le domaine des rayons X (Pj. S).
81. 5 août 2013 – Loi n° 2013- 709 autorisant l'approbation de la convention relative à la construction et à l'exploitation d'une infrastructure pour la recherche sur les antiprotons et les ions en Europe (Pj. S).
82. 5 août 2013 – Loi n° 2013- 710 autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part (Pj. S).
83. 5 août 2013 – Loi n° 2013- 711 portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (Pj. AN) (27adts).
84. 5 août 2013 – Loi n° 2013- 712 de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 (Pj. AN° (7 adts).
85. 5 août 2013 – Loi n° 2013- 713 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris (Pn. S).
86. 6 août 2013 *– Loi n° 2013-715 tendant à modifier la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique en autorisant sous certaines conditions la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires (Pn. S).
87. 27 septembre 2013 – Loi n° 2013-869 modifiant certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge (Pn. AN) (13 adts).

Annexe X - Ordre du jour

Textes examinés en application de l'article 29 C. (sessions extraordinaires)

Projets :

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (lecture CMP) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 ;
- Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur ;
- Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen ;
- Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif à l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'État ;
- Projet de loi relatif aux attributions du garde des sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en oeuvre de l'action publique (deuxième lecture) ;
- Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (lecture CMP) ;
- Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (lecture CMP) ;
- Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs ;
- Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public ;
- Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la construction et à l'exploitation d'un laser européen à électrons libres dans le domaine des rayons X ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la construction et à l'exploitation d'une infrastructure pour la recherche sur les antiprotons et les ions en Europe ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part ;
- Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens ;
- Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier (nouvelle lecture).

Propositions :

- Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance ;
- Proposition de loi relative à l'élection des conseillers de Paris ;
- Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique en autorisant sous certaines conditions la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires ;

- Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge ;
- Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris ;
- Proposition de loi visant à reconquérir l'économie réelle ;
- Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge (lecture CMP) ;
- Proposition de loi portant création d'un Conseil national chargé du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales.

Textes examinés en application de l'article 48 C.

Semaine du Gouvernement :

- Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes ;
- Projet de loi autorisant la ratification du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire ;
- Projet de loi portant création des emplois d'avenir (lecture CMP) ;
- Projet de loi organique relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques ;
- Projet de loi relatif à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer ;
- Projet de loi relatif à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social ;
- Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017 ;
- Projet de loi de finances pour 2013 ;
- Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'établissement du bloc d'espace aérien fonctionnel « Europe central » entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération suisse ;
- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
- Projet de loi relatif à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer (lecture CMP) ;
- Proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération dans le domaine de la défense entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention du travail maritime de l'Organisation internationale du travail ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale ;
- Projet de loi relatif à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement ;
- Projet de loi relatif à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées ;

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière ;
- Proposition de loi relative aux juridictions de proximité ;
- Projet de loi relatif à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme (lecture CMP) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2012 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi relatif à la création de la Banque publique d'investissement (lecture CMP) ;
- Proposition de loi relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;
- Proposition de loi organique relative à la nomination du directeur général de la société anonyme BPI-Groupe (deuxième lecture) ;
- Projet de loi portant création du contrat de génération ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne instituant un régime matrimonial optionnel de la participation aux acquêts ;
- Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne ;
- Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 2010-1127 du 28 septembre 2010 visant à lutter contre l'absentéisme scolaire ;
- Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe (suite) ;
- Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires ;
- Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;
- Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi ;
- Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (nouvelle lecture) ;
- Proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 2013 le régime social du bonus exceptionnel outre-mer ;
- Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports ;
- Projet de loi autorisant l'approbation du protocole d'amendement de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative à l'extension en territoire français du domaine de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire conclue le 13 septembre 1965 ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Conseil fédéral suisse et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire sur le droit applicable aux entreprises intervenant sur le domaine de l'Organisation afin d'y réaliser des prestations de services revêtant un caractère transnational ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté de Monaco relatif à la prise en charge sur le territoire français de déchets radioactifs monégasques ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie portant sur la coopération policière ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour l'énergie de fusion en vue de la mise en oeuvre conjointe du projet ITER ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège sur l'enseignement dispensé en France aux élèves norvégiens et le fonctionnement des sections norvégiennes établies dans les académies de Rouen, Caen et Lyon ;
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et l'Institut international des ressources phytogénétiques (IPGRI) relatif à l'établissement d'un bureau de l'IPGRI en France et à ses priviléges et immunités sur le territoire français ;
- Proposition de loi visant à renforcer l'information des voyageurs lors de la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne ;
- Proposition de loi visant à moderniser le régime des sections de commune ;

- Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers ;
- Projet de loi habilitant le Gouvernement à adopter des mesures de nature législative pour accélérer les projets de construction ;
- Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche ;
- Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature ;
- Projet de loi relatif aux attributions du garde des sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique ;
- Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique ;
- Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique ;
- Proposition de loi portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement (deuxième lecture) ;
- Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière ;
- Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier ;
- Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France ;
- Projet de loi relatif à la consommation ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kosovo relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son protocole d'application ;
- Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie portant sur l'application de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier ;
- Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti ;
- Projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un partenariat de défense entre la République française et la République de Côte d'Ivoire ;
- Projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un partenariat en matière de coopération militaire entre la République française et la République du Sénégal ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Serbie relatif à la coopération dans le domaine de la défense et au statut de leurs forces ;
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord cadre entre la République française et le Royaume d'Espagne sur la coopération sanitaire transfrontalière ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam relatif aux centres culturels.

Semaine de l'Assemblée :

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013 (nouvelle lecture) ;
- Proposition de résolution sur l'ancrage démocratique du gouvernement économique européen ;
- Projet de loi relatif à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme ;
- Proposition de loi visant à la suspension de la fabrication, de l'importation, de l'exportation et de la mise sur le marché de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du bisphénol A (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi visant à permettre aux mutuelles de mettre en place des réseaux de soins/relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé ;
- Projet de loi relatif à la création de la Banque publique d'investissement ;
- Proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de BPI-Groupe ;
- Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe ;
- Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral ;

- Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux ;
- Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale ;
- Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral (2^{ème} lecture) ;
- Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (2^{ème} lecture) ;
- Proposition de loi tendant à prohiber la différence de taux de sucre entre la composition des produits manufacturés et vendus dans les régions d'outre-mer et celle des mêmes produits vendus dans l'hexagone ;
- Proposition de loi portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement ;
- Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale (lecture CMP) ;
- Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger ;
- Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France ;
- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France ;
- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable ;
- Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République (deuxième lecture) ;
- Proposition de résolution pour une fiscalité écologique au cœur d'un développement soutenable ;
- Proposition de résolution aux fins d'améliorer le processus de recrutement à la tête des grandes institutions culturelles ;
- Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (deuxième lecture).

Semaine de contrôle (art. 48, al. 4 C):

par priorité à la demande du Gouvernement :

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013, (lecture définitive) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2012.

autres :

- Proposition de résolution sur l'instrument de réciprocité sur les marchés publics ;
- Proposition de résolution sur l'avenir politique de la construction européenne ;
- Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (lecture CMP) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transport (lecture CMP) ;
- Proposition de résolution relative au respect de l'exception culturelle.

Journées réservées aux groupes de l'opposition et minoritaires (art. 48, al. 5 C) :

- Proposition de loi relative à l'aide médicale d'État ;
- Proposition de loi visant à former aux cinq gestes qui sauvent face à un accident de la route, lors de la préparation des permis de conduire ;
- Proposition de loi portant obligation d'informer de la localisation des centres d'appel ;
- Proposition de loi portant création des principes d'adaptabilité et de subsidiarité en vue d'une mise en œuvre différenciée des normes en milieu rural ;
- Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections ;
- Proposition de loi visant à déconnecter le prix du gaz de celui du pétrole pour la fixation des tarifs réglementés du gaz naturel ;

- Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement ;
- Proposition de loi visant à garantir un accès aux soins égal sur l'ensemble du territoire ;
- Proposition de loi visant à assurer l'aménagement numérique du territoire ;
- Proposition de loi visant à mieux protéger les indications géographiques et les noms des collectivités territoriales ;
- Proposition de loi visant à encadrer les grands passages et à simplifier la mise en œuvre de la procédure d'évacuation forcée ;
- Proposition de loi précisant les conditions de l'usage légal de la force armée par les représentants de l'ordre dans l'exercice de leurs missions et renforçant la protection fonctionnelle des policiers et des gendarmes ;
- Proposition de loi visant à créer une médaille d'honneur du bénévolat ;
- Proposition de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale afin d'instaurer la faculté, pour les groupes politiques, de se doter d'une coprésidence paritaire ;
- Proposition de loi relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte ;
- Proposition de loi relative à l'application du principe de précaution, défini par la charte de l'environnement, aux risques résultant des ondes électromagnétiques ;
- Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures ;
- Proposition de loi visant à prévenir et lutter contre la violence en milieu scolaire ;
- Proposition de loi relative au contrôle des normes applicables aux collectivités territoriales et à la simplification de leur fonctionnement ;
- Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen ;
- Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique en autorisant sous certaines conditions la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires ;
- Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (deuxième lecture) ;
- Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi visant à renforcer les droits des patients en fin de vie ;
- Proposition de loi relative à l'égalité des droits et à l'intégration des personnes en situation de handicap ;
- Proposition de loi visant à autoriser le cumul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées avec des revenus professionnels ;
- Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives ;
- Proposition de loi tendant à interdire les licenciements boursiers et les suppressions d'emplois abusives ;
- Proposition de loi tendant à supprimer le mot "race" de notre législation ;
- Proposition de loi relative au respect de la neutralité religieuse dans les entreprises et les associations ;
- Proposition de loi constitutionnelle tendant à encadrer la rétroactivité des lois fiscales ;
- Proposition de loi organique tendant à encadrer la rétroactivité des lois fiscales.

Annexe XI

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE LA SESSION ORDINAIRE 2012-2013 (RECTIFIÉ)

Conférence des Présidents du mardi 5 février 2013

2012				2013													
OCTOBRE		NOVEMBRE		DECEMBRE		JANVIER		FEVRIER		MARS		AVRIL		MAI		JUIN	
L	1			J	1	Férié		S	1			V	1			S	1
M	2			V	2			M	2			S	2			D	2
M	3			S	3			M	2			D	3			V	3
J	4			D	4			L	3	J	3					M	4
V	5			L	4			M	4	V	4					M	5
S	6			M	5	UMP		M	5	S	5					J	6
D	7			M	6			S	6	D	6					UMP	
L	8			M	7			M	7	J	7					L	3
M	9			S	8			M	8	M	8					M	4
M	10			V	9			S	9	S	9					M	5
J	11	UMP		D	10			M	9	M	9					J	6
V	12			L	10			J	10	D	10					V	7
S	13			M	11			M	11	V	11					S	8
D	14			V	12			S	12	M	12					D	9
L	15			M	13			D	13	M	13					L	10
M	16			M	14			L	14	J	14					M	11
M	17			V	15			M	15	V	15					M	12
J	18			S	16			S	16	S	16					S	13
D	19			D	17			D	17	M	17					D	14
L	20			L	17			L	17	M	17					L	15
M	21			M	18			J	18	L	18					M	16
S	22			V	19			M	19	M	19					S	17
D	23			S	20			M	20	M	20					D	16
L	24			D	20			L	20	UMP					L	17	
M	25			L	21			J	21	V	22					M	18
S	26			M	21			M	21	S	23					M	19
D	27			V	22			S	23	M	23					J	20
L	28			S	24			D	24	D	24					V	21
M	29			L	25			L	25	L	25					S	22
S	30			M	25			M	26	M	26					D	23
D	31			V	26			S	26	S	26					L	24
L	32			S	27			M	27	M	27					M	25
M	33			D	27			J	28	RRDP						M	26
S	34			L	28			J	28	V	29					J	27
D	35			M	29			M	29	S	30					V	28
L	36			S	30			M	30	M	30					S	29
M	37			D	30			J	31	Ecolo						D	30
S	38			L	31			J	31						V	31	

Semaine gouvernementale

Suspension des travaux

Semaine de l'Assemblée nationale

Jour des groupes de l'opposition et minoritaires (UMP/UDI/Écolo/RRDP/GDR)

Semaine de contrôle

Budget / loi de financement sécurité sociale

Budget / semaine gouvernementale

Annexe XII

Liste des textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé

Date de la conférence des Présidents	Texte	Temps alloué (+ Temps NI) (<i>1</i>)	Temps utilisé (<i>1</i>)	Temps global de séance utilisé	Dates de discussion
15.04.2013	Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe (n° 920-2 ^e lect)	25 h 00 (0 h 30)	14 h 31	26 h 31	17-18-23 avril 2013
23.04.2013	Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la rechercher (n° 142)	30 h 00	14 h 52	31 h 41	22-23-24-28 mai 2013
11.06.2013	Projet de loi relatif à la consommation (n° 176)	30 h 00 (0 h 40)	17 h 48	35 h 44	24-25-26-27 juin et 3 juillet 2013
02.07.2013	Modernisation de l'action publique territoriale et à l'affirmation des métropoles (n° 190)	30 h 00 (0 h 40)	23 h 50	39 h 02	16-17-18-19-23 juillet 2013
16.07.2013	Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (n° 207)	30 h 00 (0 h 40)	17 h 49	36 h 46	10-11-12-13-17 septembre 2013

(1) Ce temps n'inclut pas les interventions des présidents des groupes (article 49, alinéa 8 du Règlement de l'Assemblée nationale).

Annexe XIII

Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination	Discussion du rapport - Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Projet de loi portant création des emplois d'avenir Pj AN n° 146 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	02.10.2012	09.10.2012	9 octobre 2012 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social Pj S n° 195 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	04.10.2012	09.10.2012	10 octobre 2012 Adoption à l'AN
Projet de loi relatif à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer Pj S n° 233 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	25.10.2012	07.11.2012	15 novembre 2012 Adoption à l'AN
Projet de loi organique relatif à la programmation et à la gouvernance des finances publiques Pj org AN n° 198 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	08.11.2012	19.11.2012	22 novembre 2012 Adoption au Sénat
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013 Pj AN n° 287 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	20.11.2012	-	3 décembre 2012 Adoption en lecture définitive à l'AN
Projet de loi relatif à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement Pj S n° 342 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	04.12.2012	05.12.2012	13 décembre 2012 Adoption à l'AN
Projet de loi relatif à sécurité et à la lutte contre le terrorisme Pj AN n° 297 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	06.12.2012	10.12.2012	12 décembre 2012 Adoption à l'AN
Projet de loi de finances pour 2013 Pj AN n° 235 Après 1 ^e lecture	06.12.2012	-	20 décembre 2012 Adoption en lecture définitive à l'AN
Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017 Pj AN n° 234 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	06.12.2012	-	20 décembre 2012 Adoption en lecture définitive à l'AN
Projet de loi relatif à la création de la Banque publique d'investissement Pj AN n° 298 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	13.12.2012	19.12.2012	19 décembre 2012 Adoption au Sénat

Texte	Date de nomination	Discussion du rapport - Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Projet de loi relatif à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées Pj S n° 351 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	13.12.2012	19.12.2012	20 décembre 2012 Adoption au Sénat
Projet de loi de finances rectificative pour 2012 Pj AN n° 403 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	17.12.2012	-	19 décembre 2012 Adoption en lecture définitive à l'AN
Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre Pn AN n° 150 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	19.12.2012	-	11 mars 2013 Adoption à l'AN en lecture définitive
Projet de loi portant création du contrat de génération Pj AN n° 492 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	12.02.2013	12.02.2013	14 février 2013 Adoption à l'AN
Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le code électoral Pj S n° 630 <i>Après 2^e lecture</i>	02.04.2013	15.04.2013	17 avril 2013 Adoption à l'AN
Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le code électoral Pj S n° 631 <i>Après 2^e lecture</i>	02.04.2013	-	17 avril 2013 Adoption en lecture définitive à l'AN
Proposition portant réforme de la biologie médicale Pn S n° 669 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	10.04.2013	14.05.2013	16 mai 2013 Adoption au Sénat
Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports Pj AN n° 728 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	17.04.2013	18.04.2013	24 avril 2013 Adoption à l'AN
Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi Pj AN n° 774 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	23.04.2013	24.04.2013	14 mai 2013 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France Pj S n° 834 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	22.05.2013	-	27 juin 2013 Adoption au Sénat en nouvelle lecture
Projet de loi portant adaptation au droit européen du développement durable Pj AN n° 775 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	12.06.2013	27.06.2013	2 juillet 2013 Adoption à l'AN

Texte	Date de nomination	Discussion du rapport - Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Projet de loi portant adaptation au droit européen et engagements internationaux en matière de justice Pj AN n°736 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	16.07.2013	23.07.2013	25 juillet 2013 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et la recherche Pj AN n° 835 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	26.06.2013	03.07.2013	9 juillet 2013 Adoption à l'AN
Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires Pj AN n° 566 Après 2 ^e lecture	11.07.2013	17.07.2013	18 juillet 2013 Adoption au Sénat
Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 Pj AN n° 1083 Après 1 ^e lecture	16.07.2013	-	25 juillet 2013 Adoption à l'AN en lecture définitive
Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique Pj AN n° 1004 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	16.07.2013	-	17 septembre 2013 Adoption à l'AN en lecture définitive
Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique Pj AN n° 1005 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	16.07.2013	-	17 septembre 2013 Adoption à l'AN en lecture définitive
Projet de loi relatif à la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière Pj AN n° 1011 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	23.07.2013	-	<i>Travaux en cours</i>
Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier Pj AN n° 1019 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	23.07.2013	-	<i>Travaux en cours</i>
Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge Pn AN n° 1223 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^e lecture	17.09.2013	19.09.2013	19 septembre 2013 Adoption au Sénat

Annexe XIV

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins secrets

Aucun scrutin secret n'a eu lieu durant la période couverte par le présent recueil.

2. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances à l'Assemblée nationale

Nº de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
292	20.03	la motion de censure déposée en application de l'article 49 alinéa 2 de la Constitution par M. Christian Jacob et 144 membres de l'Assemblée nationale	228	-	-
512	23.04	le programme de stabilité de la France 2013-2017 (sur la déclaration du Gouvernement en application de l'article 50-1 de la Constitution)	297	220	10
595	17.09	l'ensemble du projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique (lecture définitive)	324	205	25

3. Scrutins publics solennels

(scrutins publics ordinaires décidés en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement)

Nº de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
30	09.10	l'ensemble du projet de loi autorisant la ratification du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (1 ^{ère} lecture)	477	70	21
31	09.10	l'ensemble du projet de loi portant création des empois d'avenir (texte de la commission mixte paritaire)	363	135	27
32	10.10	l'ensemble du projet de loi organique relatif à la programmation et à la gouvernance des finances publiques	490	34	18
40	23.10	le projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017	314	235	3
41	23.10	la première partie du projet de loi de finances pour 2013	319	223	10
49	30.10	l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013	318	228	-
62	20.11	l'ensemble du projet de loi de finances pour 2013	317	217	14
63	20.11	l'ensemble de la proposition de loi relative à l'abrogation du conseiller territorial	332	169	6
71	27.11	l'ensemble du projet de loi relatif à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social (première lecture)	316	211	2

82	11.12	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2012 (1 ^{ère} lecture)	295	230	4
85	23.01	l'ensemble du projet de loi portant création du contrat de génération (1 ^{ère} lecture)	323	177	37
259	12.02	l'ensemble du projet de loi portant ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe	329	229	10
260	12.02	l'ensemble de la proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale afin d'instaurer la faculté, pour les groupes politiques, de se doter d'une coprésidence paritaire	229	139	20
261	19.02	l'ensemble du projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires	315	161	63
279	26.02	l'ensemble du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral	272	241	32
280	26.02	l'ensemble du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux	273	235	22
281	26.02	l'ensemble de la proposition de loi relative au contrôle des normes applicables aux collectivités territoriales et à la simplification de leur fonctionnement	461	-	8
291	19.03	l'ensemble du projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école	320	227	13
307	02.04	le projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et modifiant le calendrier électoral	271	236	35
308	02.04	le projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et modifiant le calendrier électoral (loi organique)	272	238	36
481	09.04	l'ensemble du projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (première lecture)	250	26	278
482	10.04	l'ensemble du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (nouvelle lecture)	272	230	25
497	16.04	le projet de loi, adopté par le Sénat, après engagement de la procédure accélérée, portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports	298	212	18
499	17.04	l'ensemble du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires et modifiant le calendrier électoral (lecture définitive)	273	247	20
500	17.04	l'ensemble du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux (texte de la commission mixte paritaire)	274	244	20
510	22.04	la déclaration du Gouvernement, en application de l'article 35, alinéa 3, de la Constitution, sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces françaises au Mali	342	-	10
511	23.04	l'ensemble du projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe (2 ^e lecture)	331	225	10
513	24.04	le projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (texte de la commission mixte paritaire)	141	16	44
522	28.05	l'ensemble du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche	289	248	-
525	04.06	l'ensemble du projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature (première lecture)	303	222	-
526	04.06	l'ensemble du projet de loi relatif aux attributions du garde des sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique (première lecture)	300	164	12
528	05.06	l'ensemble du projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République (2 ^e lecture)	304	203	-

535	25.06	l'ensemble du projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique	326	193	36
536	25.06	l'ensemble du projet de loi relatif à la transparence de la vie publique	328	193	30
537	25.06	l'ensemble du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière	366	174	9
538	25.06	l'ensemble du projet de loi organique relatif au procureur de la République financier	332	177	34
550	03.07	l'ensemble du projet de loi relatif à la consommation (première lecture)	326	182	29
559	09.07	l'ensemble du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur	300	228	25
560	09.07	l'ensemble du projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen	66	228	20
569	16.07	l'ensemble de la proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique en autorisant sous certaines conditions la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires	314	223	3
588	23.07	l'ensemble du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles	294	235	11
589	23.07	l'ensemble du projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique (nouvelle lecture)	299	197	31
590	23.07	l'ensemble du projet de loi relatif à la transparence de la vie publique (nouvelle lecture)	299	198	27
593	17.09	l'ensemble du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové	312	197	44
594	17.09	l'ensemble du projet de loi relatif à la transparence de la vie publique (lecture définitive)	291	196	27

Annexe XV

Décisions du Conseil Constitutionnel

Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires

(Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi organique relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques	Premier ministre 23.11.2012	2012-658 DC du 13.12.2012	18.12.2012	Partiellement non conforme
Loi organique relative à la nomination du directeur général de la société anonyme BPI-Groupe	Premier ministre 20.12.2012	2012-663 DC du 27.12.2012	01.01.2013	Conforme
Résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale afin d'instaurer la faculté, pour les groupes politiques, de se doter d'une coprésidence paritaire	Président de l'Assemblée nationale 13.02.2013	2013-664 DC du 28.02.2013	02.03.2013	Non conforme
Loi organique relative à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux	Premier ministre 18.04.2013	2013-668 DC du 16 mai 2013	18.05.2013	Conforme (dispositions non organiques)

Conformité à la Constitution des lois ordinaires

(Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi portant création des emplois d'avenir	Plus de 60 députés 11.10.2012	2012-656 DC du 24.10.2012	27.10.2012	Conforme
Loi relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 11.10.2012	2012-655 DC du 24.10.2012	27.10.2012	Non conforme
Loi relative à la reconnaissance du 19 mars comme journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 09.11.2012	2012-657 DC du 29.11.2012	07.12.2012	Conforme
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 4 et 5.12.2012	2012-659 DC du 13.12.2012	18.12.2012	Partiellement non conforme
Projet de loi de finances pour 2013	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 20.12.2012	2012-662 DC du 29.12.2012	30.12.2012	Partiellement non conforme
Projet de loi de finances rectificative pour 2012	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs	2012-661 DC du 29.12.2012	30.12.2012	Partiellement non conforme
Loi relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social	Plus de 60 députés 19.12.2012	2012-660 DC du 17.01.2013	19.01.2013	Conforme
Loi portant création du contrat de génération	Plus de 60 députés 14.02.2013	2013-665 DC du 28.02.2013	03.03.2013	Partiellement non conforme
Loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 13.03.2013	2013-666 DC du 11.04.2013	16.04.2013	Partiellement non conforme

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires et modifiant le calendrier électoral	Plus de 60 sénateurs le 18.04.2013 Plus de 60 députés le 19.04.2013	2013-667 DC du 16.05.2013	18.05.2013	Partiellement non conforme
Loi ouvrant le mariage aux couples de même sexe	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs le 23.04.2013	2013-669 DC du 17 mai 2013	18.05.2013	Conforme
Loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transport	Plus de 60 députés 25.04.2013	2013-670 DC du 23 mai 2013	29.05.2013	Conforme
Loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger	Plus de 60 sénateurs 15.05.2013	2013-671 DC du 6 juin 2013	14.06.2013	Conforme
Loi relative à la sécurisation de l'emploi	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 15.05.2013	2013-672 DC du 13 juin 2013	16.06.2013	Partiellement non conforme
Loi relative à la représentation des Français établis hors de France	Plus de 60 sénateurs 28.06.2013	2013-673 DC du 18 juillet 2013	23.07.2013	Conforme
Loi tendant à modifier la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique en autorisant sous certaines conditions la recherche sur l'embryon et les cellules souches embryonnaires	Plus de 60 députés 18.07.2013	2013-674 DC du 1 ^{er} août 2013	07.08.2013	Conforme

Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative (Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Nature juridique de dispositions de l'article L. 724-1 du code rural et de la pêche maritime	Premier ministre 14.09.2012	2012-233 L du 04.10.2012	06.10.2012	Réglementaire
Nature juridique de dispositions de l'article L. 5322-1 du code de la santé publique	Premier ministre 20.09.2012	2012-234 L du 11.10.2012	12.10.2012	Réglementaire
Nature juridique de dispositions du premier alinéa du paragraphe II de l'article 35 de la loi n° 2011-940 du 10 août 2011 modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires	Premier ministre 24.10.2012	2012-235 L du 22.11.2012	24.11.2012	Réglementaire
Nature juridique de dispositions du premier alinéa de l'article L-756-2 du code de l'éducation	Premier ministre 29.10.2012	2012-236 L du 22.11.2012	24.11.2012	Réglementaire
Nature juridique de dispositions relatives à divers organismes ou commissions	Premier ministre 21.02.2013	2013-237 L du 21.03.2013	24.03.2013	Réglementaire
Nature juridique de dispositions de premier alinéa de l'article 75 de la loi n° 2009-258 du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle et au service public de la communication	Premier ministre 26.03.2013	2013-238 L du 18.04.2013	21.04.2013	Réglementaire
Nature juridique de dispositions relatives à un conseil et divers comités	Premier ministre 12.04.2013	2013-239 L du 18.04.2013	21.04.2013	Réglementaire
Nature juridique de dispositions du premier alinéa de l'article 26 du code civil	Premier ministre 11.06.2013	2013-240 L du 28.06.2013	02.07.2013	Réglementaire

**Caractère législatif ou réglementaire des propositions de loi et
amendements auxquels est opposée une fin de non-recevoir**
(Application de l'article 41 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer
(Application de l'article 74 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Conformité à la Constitution des traités
(Application de l'article 54 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Annexe XVI

Déclarations et débats

Tenus à la demande du Gouvernement

Date	Objet	Ministre
02.10.2012	Déclaration du Gouvernement sur les nouvelles perspectives européennes et débat sur cette déclaration	- M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre - M. Bernard Cazeneuve, ministre des affaires européennes
16.01.2013	Déclaration du Gouvernement sur l'engagement des forces armées au Mali et débat sur cette déclaration	- M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre - M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense
22.04.2013	Débat sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces françaises au Mali	- M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre - M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères - M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense - M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur - M. Pascal Canfin, ministre du développement - M. Alain Vidalies, ministre des relations avec le Parlement
23.04.2013	Déclaration du Gouvernement sur le programme de stabilité de la France 2013-2017, débat et vote sur cette déclaration	- M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie - M. Bernard Cazeneuve, ministre du budget
29.05.2013	Déclaration du gouvernement sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration	- M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre - M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense
02.07.2013	Débat d'orientation des finances publiques	- M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie
04.09.2013	Déclaration du Gouvernement sur la situation en Syrie et débat sur cette déclaration	- M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre - M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense

Organisés par la Conférence des Présidents

Date	Objet	Ministre
19.03.2013	Débat sur le rapport annuel de la Cour des comptes	---

Tenus à la demande des commissions permanentes

Date	Objet	Ministre
15.10.2012	Débat sur la prise en compte des orientations budgétaires européennes par le projet de loi de finances	- M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie - M. Bernard Cazeneuve, ministre des affaires européennes
17.10.2012	Débat préalable au Conseil européen des 18 et 19 octobre 2012	- M. Bernard Cazeneuve, ministre des affaires européennes
12.12.2012	Débat préalable au Conseil européen des 13 et 14 décembre 2012	- M. Bernard Cazeneuve, ministre des affaires européennes
24.01.2013	Débat sur le projet de fonds européen d'aide aux plus démunis	- Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion - M. Bernard Cazeneuve, ministre des affaires européennes
21.03.2013	Débat sur la politique européenne en matière d'emploi des jeunes	- M. Thierry Repentin, ministre des affaires européennes

Tenus à la demande des groupes politiques

Date	Objet	Ministre
23.01.2013	Débat sur les politiques industrielle et commerciale européennes	- Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur - M. Bernard Cazeneuve, ministre des affaires européennes
24.01.2013	Débat sur la politique de l'hébergement (suites du rapport du CEC)	- Mme Cécile Duflot, ministre du logement
24.01.2013	Débat sur la fiscalité écologique	- Mme Delphine Batho, ministre de l'environnement
20.02.2013	Déclaration du Gouvernement sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020 de l'Union européenne et débat sur cette déclaration	- M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre - M. Bernard Cazeneuve, ministre des affaires européennes
26.02.2013	Débat sur la sécurité sanitaire du médicament	- Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales
27.02.2013	Débat sur le Mali : "au-delà de l'intervention militaire, perspectives de reconstruction et de développement"	- M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre - M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères - M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense - M. Pascal Canfin, ministre du développement
28.02.2013	Débat sur le fonctionnement des juridictions prud'homales après la réforme de la carte judiciaire	- Mme Christiane Taubira, ministre de la justice
28.02.2013	Débat sur l'avenir des projets d'infrastructures de transport	- Frédéric Cuvillier, ministre des transports
19.03.2013	Débat sur le rapport d'information sur les moyens de lutte contre la surpopulation carcérale	- Mme Christiane Taubira, ministre de la justice
21.03.2013	Débat sur la traçabilité alimentaire	- M. Guillaume Garot, ministre de l'agroalimentaire
21.03.2013	Débat sur la politique de la ville et la rénovation urbaine	- M. François Lamy, ministre de la ville
30.05.2013	Débat sur la sûreté nucléaire	- Mme Delphine Batho, ministre de l'environnement
11.06.2013	Débat sur internet et la protection des données personnelles	- Mme Fleur Pellerin, ministre des PME, de l'innovation et de l'économie numérique
12.06.2013	Débat sur la politique maritime de la France	- Frédéric Cuvillier, ministre des transports
13.06.2013	Débat sur l'immigration professionnelle et étudiante	- M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur - Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche
13.06.2013	Débat sur l'application de l'interdiction des rémunérations en numéraire dans les cabinets ministériels	- M. Alain Vidalies, ministre des relations avec le Parlement

Annexe XVII

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites du 1^{er} octobre 2012 au 30 septembre 2013

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministres	RÉPONSES AUX QUESTIONS	
	Questions au Gouvernement ⁽¹⁾	Questions orales sans débat ⁽²⁾⁽³⁾
Premier ministre : J.M. Ayrault	70	1
Affaires étrangères et européennes : L. Fabius	31	1
Affaires européennes : B. Cazeneuve puis T. Repentin ⁽³⁾⁽⁴⁾	43	-
Affaires sociales et santé : M. Touraine	81	50
Agriculture, agroalimentaire et forêt : S. Le Foll	32	27
Agroalimentaire : G. Garot	10	1
Anciens combattants : K. Arif	1	1
Artisanat, commerce et tourisme : S. Pinel	11	8
Budget : J. Cahuzac puis B. Cazeneuve ⁽³⁾	85	11
Commerce extérieur : N. Bricq	5	-
Culture et communication : A. Filippetti	13	9
Décentralisation : A.M. Escoffier	5	-
Défense : J.Y. Le Drian	15	8
Développement : P. Canfin	7	-
Droits des femmes : N. Vallaud-Belkacem	15	-
Écologie, développement et énergie : D. Batho puis P. Martin ⁽⁴⁾⁽⁵⁾	30	34
Économie et finances : P. Moscovici	90	10
Économie sociale et solidaire et consommation : B. Hamon	11	-
Éducation nationale : V. Peillon	46	14
Égalité des territoires et logement : C. Duflot	23	13
Enseignement supérieur et recherche : G. Fioraso	11	-
Famille : D. Bertinotti	15	1
Formation professionnelle et apprentissage : T. Repentin ⁽³⁾⁽⁶⁾	4	-
Français de l'étranger : H. Conway-Mouret	3	1
Francophonie : Y. Benguigui	2	-
Intérieur : M. Valls	73	29
Justice : C. Taubira	47	15
Outre-mer : V. Lurel	17	1
Personnes âgées et autonomie : M. Delaunay	10	-
Personnes handicapées et lutte contre l'exclusion : M.A. Carlotti	7	5
PME, innovation et économie numérique : F. Pellerin	9	7
Redressement productif : A. Montebourg	39	22
Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique : M. Lebranchu	21	7
Relations avec le Parlement : A. Vidalies	28	-
Réussite éducative : G. Pau-Langevin	7	-
Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative : V. Fourneyron	9	5
Transports, mer et pêche : F. Cuvillier	38	83
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social : M. Sapin	46	7
Ville : F. Lamy	5	4
Total	1 020⁽⁵⁾	375

⁽¹⁾ La dernière séance de questions au Gouvernement de la session 2012-2013 a eu lieu le 17 septembre 2013.

⁽²⁾ La dernière séance des questions orales sans débat de la session 2012-2013 a eu lieu le 25 juin 2013.

⁽³⁾ Pour les questions orales sans débat, le tableau indique la répartition des réponses en fonction du ministre attributaire de la question et non en fonction de celui qui a répondu à la question dans l'hémicycle.

⁽⁴⁾ Décret 19 mars 2013.

⁽⁵⁾ Décret du 2 juillet 2013

⁽⁶⁾ Une question au Gouvernement relative à Pierre Mauroy au cours de la séance du 11 juin 2013 a été transformée en un hommage par le Président puis par le Premier Ministre et n'a fait l'objet d'aucune réponse de la part d'un membre du Gouvernement.

Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre	173
Affaires étrangères	591
Affaires européennes ⁽¹⁾	136
Affaires européennes	103
Affaires sociales et santé	3 725
Agriculture, agroalimentaire et forêt	1 993
Agroalimentaire	59
Anciens combattants	444
Artisanat, commerce et tourisme	261
Budget ⁽¹⁾	307
Budget	245
Commerce extérieur	119
Culture et communication	641
Décentralisation	17
Défense	456
Développement	83
Droits des femmes	101
Écologie, développement et énergie ⁽²⁾	533
Écologie, développement et énergie	137
Économie et finances	2 074
Économie sociale et solidaire et consommation	445
Éducation nationale	1 282
Égalité des territoires et logement	731
Enseignement supérieur et recherche	610
Famille	155
Formation professionnelle et apprentissage ⁽³⁾	70
Français de l'étranger	65
Francophonie	50
Intérieur	1 968
Justice	738
Outre-mer	80
Personnes âgées et autonomie	108
Personnes handicapées et lutte contre l'exclusion	277
PME, innovation et économie numérique	252
Redressement productif	213
Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique	464
Relations avec le Parlement	43
Réussite éducative	57
Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative	527
Transports, mer et pêche ⁽²⁾	681
Transports, mer et pêche	223
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	826
Ville	83
Total.....	22 146

⁽¹⁾ Changement de ministre par décret du 19 mars 2013.

⁽²⁾ Changement de ministre par décret du 2 juillet 2013.

⁽³⁾ Ministère ayant disparu de la structure ministérielle (décret du 19 mars 2013).